

**DRIRE**

Savigny-le-Temple, le 12 FEV. 2008

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
D'ILE-DE-FRANCE

GRUPE DE SUBDIVISIONS DE SEINE-ET-MARNE

BUREAUX DU LAC  
14 RUE DE L'ALUMINIUM - 77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE CEDEX

TEL : 01 64 10 53 53  
FAX : 01 64 41 61 99

<http://www.ile-de-france.drire.gouv.fr>

## INSTALLATIONS CLASSEES CARRIERES

**Objet :**

Extension de carrière – demande d'autorisation

**Exploitant :**

**PLACOPLATRE**  
34 avenue Franklin Roosevelt  
92282 SURESNES cedex

**Site :**

Carrière dite de « Bois Le Comte »  
n°77 514 001  
Communes de LE PIN et VILLEPARISIS

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par bordereau du 24 janvier 2008, et télécopies du 09, 15, 18 et 23 janvier 2008, le préfet de Seine-et-Marne nous a transmis, les avis émis lors de l'enquête publique et de la consultation administrative sur la demande déposée par la société PLACOPLATRE relatif à une extension du périmètre de la carrière de gypse de Bois le Comte, située sur les communes de Le Pin et Villeparisis.

Le présent rapport synthétise les études fournies par le demandeur, les avis émis lors des consultations et propose de saisir l'avis de la **commission départementale de la nature, des paysages et des sites** dans sa formation spécialisée dite « des carrières » sur les suites administratives réservées à cette demande.

## I - CARACTERISTIQUES DE LA DEMANDE

### I.1 – Installations classées et régime

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du Code de l'Environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé	Nature des activités	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	Carrière à ciel ouvert de gypse Superficie déjà autorisée (arrêté préfectoral n°05 DAI 2M 011 du 3 mai 2005) : 91 ha 29 a 49 ca Extension sollicitée : 2 ha 53 a 80 ca Production maximale : 1 500 000 T/an Echéance : 03 mars 2035	Autorisation
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels et artificiels	Installation de concassage du gypse comprenant : - trémie de contenance 40 tonnes, - convoyeurs à bande, - concasseur, - élévateur à godet. Puissance électrique totale installée = 340 kW	Autorisation
1434-1-b	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables.	Station-service interne de ravitaillement des engins et véhicules distribuant du fuel Débit réel = 30 m <sup>3</sup> :h Débit équivalent = 6 m <sup>3</sup> /h	Déclaration (Seuil de déclaration = 1 m <sup>3</sup> /h Seuil d'autorisation = 20 m <sup>3</sup> /h)
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	24 000 l de fuel représentant une capacité équivalente à 4,8 m <sup>3</sup> d'un liquide inflammable de 1 <sup>ère</sup> catégorie, utilisé pour le ravitaillement des engins de chantier	Non classé (seuil de déclaration = 10 m <sup>3</sup> )
2930-1	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Atelier d'une superficie de 750 m <sup>2</sup> destiné à l'entretien des engins	Non classé (seuil de déclaration = 2 000 m <sup>2</sup> )

### I.2 - Description de l'établissement et historique administratif

L'ensemble de la carrière de Le Pin et Villeparisis situé de part et d'autre de la Francilienne a été initialement autorisée en 1992 au profit de la société PLATRES LAMBERT. Ayant fait l'objet de plusieurs changements de conditions d'exploitation et de remise en état, la carrière est actuellement autorisée sous

couvert de l'arrêté préfectoral n°05 DAI 2M 011 du 4 mars 2005 pour une durée de 30 ans.

Ce site participe, avec d'autres carrières exploitées en Seine-Saint-Denis, à l'alimentation en matière première d'une usine de fabrication de plâtres et produits dérivés située sur la commune de Vaujours. Cette usine fait d'ailleurs l'objet actuellement d'importants travaux de restructuration et extension.

Le projet, objet du présent rapport, vise à intégrer dans le périmètre de la carrière actuellement autorisée une bande de terrain d'une superficie d'environ 2,5 ha située sur la commune de LE PIN. La société PLACOPLATRE ne possédait pas la maîtrise foncière de cette surface lors de la demande précédente (2004). Certaines parcelles étaient notamment en déshérence. Compte tenu d'évolutions législatives qui sont intervenues depuis cette demande, particulièrement la loi n°2004-809 du 13 août 2004 modifiant le régime des biens vacants et sans maître et permettant ainsi à une commune d'acquérir de telles parcelles, la société a récemment acheté ces terrains. Selon la nécessaire coordination des travaux, il est particulièrement intéressant que ces terrains soient exploités prochainement, intercalés dans le phasage actuel.

La surface ajoutée représente une masse supplémentaire de gypse d'environ 1,3 million de tonnes. Compte tenu de la montée en puissance progressive du rythme d'exploitation du site et en dépit de cet ajout, l'échéance de mars 2035 actuellement fixée serait néanmoins respectée.

Les activités exercées consistent en :

- un défrichage
- un décapage préalable de la terre végétale ,
- la découverte des stériles et limons ,
- l'abattage par moyens mécaniques (ripper, pelle, scrapeur) du gisement (pas d'usage d'explosifs),
- l'acheminement vers une unité de concassage située en fond de fouille, laquelle unité alimentant ensuite l'usine par un réseau de convoyeurs à bande,
- la remise en état des terrains par remblayage avec des matériaux extérieurs et des stériles de la carrière, l'ensemble étant recouvert de terre végétale pour la création d'une zone naturelle boisée.

La société PLACOPLATRE appartient au groupe SAINT-GOBAIN. Celui-ci est leader mondial pour le plâtre et les plaques de plâtre. Les activités de PLACOPLATRE emploient 2 000 personnes en France, pour un chiffre d'affaire d'environ 500 millions d'euros et un résultat d'exploitation d'environ 72 millions d'euros en 2006. Outre le site de Le Pin/Villeparisis, PLACOPLATRE est également autorisée à exploiter 7 autres carrières de gypse à travers la France, représentant environ 3 millions de tonnes de matériaux par an.

Les capacités techniques et financières du demandeur n'appellent pas de commentaire particulier de notre part, eu égard aux carrières déjà exploitées et/ou remises en état.

### **I.3 - Description de l'environnement du site**

Les terrains objets de l'extension sont des espaces boisés, dont la topographie s'échelonne d'environ 120 à 130 m NGF. Le projet se situe sur le massif de l'Aulnaye, butte témoin de la région parisienne.

La carrière actuellement autorisée est « coupée » par la Francilienne. La limite sud de la carrière est marquée par la présence de l'aqueduc de la Dhuis.

Le plus proche environnement habité par des particuliers est constitué par les premières maisons de la rue des Clochettes, à 300 mètres au nord de l'extension mais à 80 m de l'excavation actuelle. On trouve d'autres constructions à proximité, telle la station des eaux à 250 m à l'est, l'usine plâtrière LAFARGE à 750 m au sud ainsi que la ferme de Courgain.

En ce qui concerne la protection du patrimoine, les parties déjà autorisées pour l'exploitation de la carrière ont fait l'objet d'une évaluation archéologique. Des sites archéologiques d'importance sont mentionnés sur la commune de Villeparisis (cimetière, vestiges gallo-romains, ...).

Concernant l'existence de contraintes particulières liées à la présence de réseaux techniques, des canalisations de transport de gaz gérées par GDF se trouve à proximité des travaux.

Concernant les réseaux d'électricité, une ligne haute tension 225 kV traverse la carrière. Notamment, deux pylônes de maintien des lignes ont été déplacés dans le cadre de l'actuelle autorisation d'exploitation. On notera aussi la présence d'une ligne moyenne tension, en cours d'enfouissement.

Des servitudes techniques s'imposent sur le secteur, liées au dégagement aéronautique de l'aéroport Charles de Gaulle.

D'un point de vue de la sensibilité écologique locale, la carrière de Bois Le Comte est éloignée de toute zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique, zone de protection spéciale, biotope, ... inventoriés.

Une étude écologique actualisée en 2006, annexée au dossier, montre que l'emplacement de la carrière a une valeur faunistique faible, hors la piéride de la moutarde, lépidoptère peu fréquent en Ile-de-France très localement à proximité de la Dhuis. Sur l'aspect floristique, l'intérêt est mesuré de faible à localement assez fort, avec le lotier à gousses carrées (*Lotus Maritimus*), espèce végétale assez rare en Ile-de France et les taches relictuelles d'ourlet calcicole. Globalement la portion de boisement s'inscrit dans un ensemble boisé plus vaste, où, à l'échelle du massif, le niveau floristique est assez fort.

Les plus proches captages d'alimentation en eau potable se situent à Mitry-Mory et Tremblay-en-France, soit à 7 km.

### **I.4 - Schémas et plans applicables**

Les deux communes d'implantation concernées disposent d'un document d'urbanisme (Plan d'occupation des sols ou plan local d'urbanisme selon le cas) où le zonage permet l'exploitation de carrière sous réserve de remise en état pour des activités de loisirs (Villeparisis) ou reboisée (Le Pin).

En outre, l'exploitation de carrières doit aussi être compatible avec le schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne approuvé par arrêté préfectoral du

12 décembre 2000. Ce schéma, reprenant en partie le schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF), reconnaît l'importance nationale du gisement gypsifère. Ce même schéma des carrières définit également des orientations de remise en état pour la butte de l'Aulnaye (voir notamment les pages 213 à 215 dudit schéma). Il est ainsi indiqué que « *pour le massif de l'Aulnaye, le parti de réaménagement sera orienté vers la création d'espaces boisés qui puissent être ouverts au public. On saisira les opportunités de diversification du paysage et de création de nouveaux milieux [...]* »

Outre le SDRIF, le schéma directeur Marne nord est également d'application sur ce secteur de la Seine-et-Marne, prévoyant les conditions d'ouverture de carrières : « *Les carrières sont autorisées à ciel ouvert, y compris à l'emplacement actuel d'espaces boisés, en respectant les conditions imposées par les réglementations en vigueur* ».

## **II - PRESENTATION ET ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

Les objectifs de l'étude d'impacts sont d'évaluer l'état environnemental initial du milieu concerné, de mesurer les effets du projet et de proposer des mesures de réduction voire de suppression des effets négatifs.

Pour le type d'activité projetée, nous précisons que la conformité générale du projet doit être examinée en regard des dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et installations de premier traitement des matériaux.

Les paragraphes ci-après synthétisent et restituent des éléments caractéristiques du projet tels qu'ils sont donnés par l'exploitant dans son dossier.

### **II.1 - Intégration paysagère - milieu naturel**

Sur l'extension, un défrichement de 2,5 hectares est nécessaire, soumis à autorisation au titre du code forestier. Cette autorisation est à instruire en parallèle du dossier relatif à l'installation classée. Ce défrichement s'ajoute aux quelques 18 ha déjà autorisés dans le cadre de la précédente instruction.

La perception de l'extension, avec l'agrandissement de l'excavation, paraît peu marquée dans le paysage, car située au delà de la ligne de crête et derrière la bande boisée en bord de la Dhuis.

Le site sera réaménagé à une topographie sensiblement identique au plateau d'origine, nécessitant en conséquence un apport contrôlé de matériaux extérieurs pour compenser l'extraction du gypse.

L'espace sera reconstitué à dominance boisée, sur le modèle naturel local. Des zones ouvertes seront préservées dans un but paysager et écologique, avec des zones humides et des sentiers de découverte.

### **II.2 - Protection des eaux**

Le pétitionnaire fournit en un document séparé une étude d'impact hydraulique du projet d'extension.

L'exploitation en cours du secteur à l'est de l'A104 modifie temporairement la répartition des écoulements de bassins versants. Plus particulièrement, le projet d'extension s'inscrit dans le bassin versant du ru du Courgain.

Pour limiter le noyage de la fouille, une pompe permet au fond de l'excavation la reprise des eaux de ruissellement à partir d'un bassin et leur évacuation vers soit un deuxième bassin situé à l'est de la Francilienne, dans le site Placoplatre, soit par infiltrations dans un fossé situé le long de la départementale et vers le réseau pluvial communal.

L'étude d'impacts indique que, au droit de la carrière, l'exploitation supprimera la « nappe perchée » existant dans les terrains superficiels, nappe a priori temporaire car liée à la pluviométrie.

La nappe souterraine la plus proche est celle des calcaires de Saint-Ouen et des sables de Beauchamp, protégée du fond de fouille par les marnes sous-jacentes d'une épaisseur minimale de 2,5 m.

Il est donc prévu que l'impact de la carrière sur les nappes d'eau souterraine sera soit négligeable, soit sans conséquence directe ou indirecte.

Pour confirmer ce fait, l'exploitant rappelle qu'il suit la qualité des eaux souterraines depuis une dizaine d'années par le biais de piézomètres implantés dans la périphérie de la carrière, sans avoir relevé d'incidents.

Pour préserver la qualité des eaux souterraines, lesquelles pourraient notamment être touchées par la mise en place de remblais extérieurs, une procédure de suivi systématique des remblais, exclusivement inertes, est mise en place.

### **II.3 - Qualité de l'air**

Les opérations de terrassement et d'extraction du gisement, ainsi que la circulation des véhicules en période de sécheresse peuvent être à l'origine d'envols de poussière.

L'exploitant s'assure de la conformité des engins selon les normes de rejets. L'exploitant effectue en tant que de besoin un arrosage et balayage des voies goudronnées, la plantation d'herbes sur les terrains non exploités.

La qualité de l'air est contrôlée par l'exploitant par le biais d'un réseau de retombées de poussières, mesuré deux fois par an.

### **II.4 Bruits et vibrations**

Dans le cadre de l'autorisation actuelle, des mesures de niveau acoustique sont réalisées annuellement. En l'état actuel, les activités respectent les émergences et niveaux sonores dans les zones à émergence réglementaire, particulièrement la zone la plus proche de la rue des Clochettes.

Des simulations sont fournies dans le cadre du présent dossier afin d'évaluer l'impact sonore en période d'extraction et de remblayage. Selon ces résultats, il apparaît que les niveaux sonores induits par l'activité pourraient atteindre 40 à 45 dB(A) le long de RD105 sans jamais dépasser 40 dB(A) dans les zones d'habitations.

Sur l'aspect « vibrations », l'exploitation du gisement se fait sans usage d'explosifs, le gypse étant abattu par engins de chantier. L'activité ne devrait pas provoquer de ressenti sur ce thème.

## **II.5 - Déchets**

L'activité de la carrière est génératrice d'un faible volume de déchets industriels, constitués essentiellement par les résidus de l'entretien des engins (huile, ferrailles). Les filières de regroupement et traitement sont déjà en place dans le cadre de l'autorisation actuelle.

## **II.6 – Santé**

Le gypse ne présente pas de caractère de dangerosité connu. Il est d'ailleurs utilisé dans certaines préparations de l'industrie agroalimentaire. Il n'a jamais été fait mention d'épidémie ou pathologie particulière autour de sites d'extraction de gypse, matière exploitée depuis plusieurs siècles.

Le taux de quartz mesuré dans la carrière est de l'ordre de 0,4 %, donc a priori sans risque pour la santé.

Compte tenu de l'étude acoustique, qui évalue les valeurs de bruit maximales, l'incidence de la carrière sur la santé publique en matière de bruit sera nulle.

## **II.7 - Transports**

L'activité de la carrière ne génère pas de trafic direct sur les voies publiques en ce qui concerne le transport du gypse. La circulation se fait par voie interne, principalement par des convoyeurs à bande passant sous la Francilienne.

En revanche, la remise en état nécessite un apport de matériaux extérieurs. A cette fin, un accès au site « est » a été aménagé sur la RD105. Le trafic maximal est dimensionné à 150 camions/jour.

## **II.8 - Dispositions spécifiques aux carrières**

### **II.8.1 - Maîtrise foncière**

Le demandeur a joint en annexe de son dossier copie de la délibération du conseil municipal de Le Pin et attestations notariées de ventes des parcelles concernées par le projet.

Ceci nous paraît en l'état suffisant pour justifier de la maîtrise foncière, tel que prévu au 8° du I de l'article R.512-6 du code de l'environnement.

### **II.8.2 - Garanties financières**

La constitution de garanties financières est obligatoire pour l'exploitation de carrière (article L.516-1 du code de l'environnement). Elles sont destinées à pallier une défaillance de l'exploitant sur l'obligation de remise en état. Le calcul est effectué selon les modalités de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 dans sa formule applicable aux carrières en fosse. Il reprend une partie du calcul de la demande précédente, actualisé pour tenir compte des nouveaux fronts créés par l'extension.

Le montant de référence des garanties financières décroît selon l'avancement des travaux de remise en état d'une somme d'environ 470 000 euros au départ à environ 150 000 euros à l'échéance.

### **III – PRESENTATION ET ANALYSE DES DANGERS ET RISQUES DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT**

L'étude des dangers présente une description des accidents susceptibles d'intervenir, les conséquences possibles, que ce soit en cas d'évènement interne ou externe ainsi que les mesures préventives.

Selon l'inventaire fait par le pétitionnaire, l'exploitation de la carrière présente des risques :

- de glissement de terrains (présence de fronts de taille),
- d'intrusion,
- d'inondations (particulièrement ruissellements et orages),
- d'incendie et/ou explosion (présence de carburant pour les engins),
- liés à la circulation.

Le demandeur s'appuie notamment sur le retour d'expérience pour analyser les effets et mesures à envisager.

Ainsi, les fronts sont talutés pour s'adapter à la tenue naturelle des matériaux. Une distance de sécurité est préservée entre le bord de l'excavation, la limite du périmètre sollicité en autorisation et les habitations.

Des bassins de rétention, dimensionnés pour une pluie trentennale, sont mis en place.

Des aménagements (rond-point sur la RD 105) sont prévus pour l'accès au site « est » et la sécurité routière.

Compte tenu de la nature des activités exercées, le site ne relève pas de la directive SEVESO. Aucun plan d'opération interne ou plan particulier d'intervention n'est nécessaire.

En ce qui concerne l'aspect hygiène et sécurité des travailleurs, s'agissant d'une carrière et ses installations connexes, c'est le règlement général des industries extractives (RGIE) qui s'applique en lieu et place du titre III du livre 2 du code du travail et selon la répartition de compétence précisée par circulaire DAGEMO n° 96/05 du 25 octobre 1996. Pour l'application de ces dispositions, le demandeur met en place une organisation sous la responsabilité d'un directeur technique désigné. La sécurité au travail repose sur une analyse des risques formalisée dans un document de sécurité et de santé, lequel est ensuite décliné en consignes, procédures et documents de prescription.

L'exploitant a recours à un organisme extérieur de prévention et à la médecine du travail pour le suivi de son personnel (risques bruit, empoussiérage). La sécurité s'appuie également sur des dispositions matérielles telles que l'utilisation d'équipements de travail conformes, l'usage de protections individuelles ou collectives, des moyens d'alarmes.



Toutes ces dispositions s'appliquent également aux interventions d'entreprises extérieures pour lesquelles au préalable un plan de prévention est rédigé.

Compte tenu de l'effectif de la société PLACOPLATRE, celle-ci dispose d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

## **IV – CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE**

### **IV-1 - Enquête publique**

#### **IV-1-1 - Déroulement**

L'enquête publique été prescrite par arrêté préfectoral n° 07 DAIDD M 041 du 07 novembre 2007. Elle s'est déroulée du 7 décembre 2007 au 12 janvier 2008 inclus. Il est à noter que cet arrêté préfectoral porte également enquête publique sur le défrichement des terrains d'extension de la carrière.

Le commissaire enquêteur a établi un unique rapport décrivant le contexte de la demande, le déroulement de l'enquête, les observations recueillies les éléments de réponse obtenus du demandeur et au final son avis motivé.

Plus particulièrement dans le chapitre III dudit rapport, le commissaire enquêteur y décrit les conditions du déroulement de l'enquête, notamment en ce qui concerne la mise à disposition du dossier dans les deux mairies concernées (Le Pin et Villeparisis), la publicité et l'information du public (affichages, publication dans les journaux) et la tenue des permanences.

Une observation a été portée sur le registre d'enquête publique déposé en mairie de Le Pin (voir le chapitre suivant). Une lettre de l'association « Villevaudé ... Demain » datée du 17 décembre 2007 a été annexée au registre d'enquête de Villeparisis. Les registres ont été clos le 12 janvier 2008.

Les observations ont été portées à la connaissance du demandeur le 14 janvier 2008, pour la production éventuelle d'un mémoire en réponse. Celui-ci a été fourni le 18 janvier 2008.

Le commissaire enquêteur a émis son rapport et avis finaux le 23 janvier 2008.

#### **IV-1-2 - Observations du public**

Les observations formulées sur les registres et lettres adressées au commissaire enquêteur concernent :

- a) la valeur écologique et la dégradation potentielle de la Dhuis,
- b) les chronologie et méthodologie du reboisement au nord de la Dhuis,
- c) les axes de circulation rétablis,
- d) l'utilité de l'enquête publique alors que l'agrandissement aurait pu être inclus dans la précédente demande,
- e) l'influence du projet sur la biodiversité (préserver la continuité écologique, conserver les sols forestiers, déplacer les espèces végétales peu fréquentes),
- f) une incertitude sur la modification de circulation des eaux souterraines,

- g) l'aménagement et entretien des merlons protecteurs visuels,
- h) la limitation des mouvements de terres et remblais pour éviter le transport émetteur de CO<sub>2</sub>, la limitation de la typologie des matériaux apportés.

#### **IV-1-3 - Mémoire en réponse du demandeur** (courrier du 18 janvier 2008)

Les éléments du mémoire sont synthétisés ci-après en reprenant les thèmes des observations formulées par le public et le commissaire enquêteur :

a) Le secteur étudié par Ecosphère comprend la totalité de l'emprise projetée d'extension ainsi que les espaces périphériques susceptibles d'être affectés. 111 espèces vasculaires ont été recensées, soit un peu plus que dans l'inventaire du Muséum national d'histoire naturelle joint aux observations.

La conclusion de l'étude Ecosphère indique que les impacts sont significatifs, nécessitant la mise en œuvre de précautions proposées au chapitre « mesures de suppression, réduction ou compensation des impacts ».

La carte de localisation des espèces montre que celles-ci sont présentes uniquement sur l'axe de la Dhuis, lequel ne sera pas touché par le projet.

L'aqueduc de la Dhuis est une conduite enterrée qui servait à l'alimentation en eau potable de Paris. Cet ouvrage n'est plus utilisé depuis plusieurs années dans le secteur étudié. Il ne participe pas à la gestion des eaux superficielles. Les travaux ne s'approcheront pas à moins de 40 m de l'ouvrage.

b) Le défrichement est réalisé au fur et à mesure des besoins de l'exploitation. Les défrichements non réalisés de l'arrêté de 1992 ne seront pas effectués. Les quelque 10 ha de défrichement non réalisés de l'arrêté de 2005 correspondent à des surfaces programmées pour les années à venir. La superficie totale à défricher de 2007 à 2014 est de 126 256 m<sup>2</sup>. Le reboisement de la zone d'extension aura lieu pour sa plus grande partie au cours de la période 2010 – 2015 et sera terminée en 2020.

Les travaux de défrichement sont réalisés de façon classique et n'appellent pas une technique particulière. Une coupe à blanc est réalisée à la tronçonneuse. Les racines sont ensuite arrachées simultanément avec le décapage de l'horizon superficiel. Les racines majeures sont triées pour être évacuées vers un centre d'enfouissement agréé. Les racines moindres sont laissées et participent à l'enrichissement en matière organique.

c) La plupart des chemins prévus dans l'état final relient entre elles les mares aménagées avec la double vocation de gérer les eaux de pluie et d'augmenter la diversité écologique des milieux recréés. Leur tracé longera les fossés de communication entre ces différentes zones humides.

Ces chemins seront essentiellement à usage des piétons et serviront également d'accès technique pour gérer les différents milieux. A terme, le site sera probablement ouvert au public et géré par les collectivités territoriales.

d) Lors de l'instruction de la demande d'autorisation en 2004, la société PLACOPLATRE n'avait pas la totalité de la maîtrise foncière. Les parcelles manquantes correspondaient à des biens vacants et sans maître. La modification législative de 2004 a revu la procédure de déshérence. L'aboutissement pour les terrains de Le Pin date de 2007. Il n'était pas possible de les intégrer dans un périmètre de carrière avant cette date.

e) Le paragraphe 5.1.2 de l'étude d'impacts (p.35 du dossier) décrit les précautions à prendre pour préserver et réemployer les horizons superficiels : décapage soigné, stockage en épaisseur limitée et en durée courte, pas d'enfouissement des terres végétales.

La seule espèce d'intérêt a été notée sur l'emprise de la promenade de la Dhuis, donc hors du périmètre sollicité. On en retrouve par ailleurs plusieurs spots sur la carrière de Vaujours dans les secteurs où la remise en état est achevée.

La promenade de la Dhuis, ne sera pas touchée par l'exploitation de Placoplatre ou de Lafarge et continuera comme actuellement à assurer un rôle de liaison entre les différentes zones naturelles du secteur.

La mesure principale destinée à compenser les impacts de la carrière sur la faune et la flore est la qualité de la remise en état proposée. Le savoir faire de la société est attesté par la diversité écologique obtenue sur ses différentes carrières remises en état, dont notamment la carrière du Haut Martin située à Villeparisis et classée en ZNIEFF de type 1.

f) Les calcaires de Brie ont une épaisseur faible (2 m maximum) et ne contiennent qu'un réservoir superficiel intermittent et non une nappe aquifère au sens habituel du terme. Les écoulements vers les bords de la butte de l'Aulnay sont étroitement liés à la pluviométrie. L'exploitation de la carrière qui a eu lieu dans des conditions très similaires du côté Ouest de l'A104 pendant plusieurs décennies a été sans impact sur la végétation et les zones boisées des coteaux sud de la butte.

g) Le merlon de protection visuelle le long de la RD 105 se situera à l'intérieur du périmètre de la carrière et donc de l'enceinte clôturée interdite au public. Il ne pourra probablement pas servir de couloir d'échange pour la faune. Il sera fauché et entretenu comme l'ensemble des sites Placoplatre en exploitation.

h) La remise en état de la carrière s'effectue en majeure partie avec les matériaux sus-jacents du gypse, extraits au fur et à mesure de l'avancement du front de taille. Les apports extérieurs servent à compenser les volumes de gypse envoyés vers l'usine. Ils sont constitués en grande majorité de terres de terrassement. Les matériaux de démolition sont utilisés pour la stabilisation des pistes de roulage et la mise en sécurité des plates-formes de déversement. L'ensemble des matériaux apportés est contrôlé et retourné à son expéditeur le cas échéant.

Les matériaux de terrassement des chantiers de la région Ile-de-France ont besoin d'un exutoire. La carrière de Le Pin / Villeparisis est parfaitement positionnée, avec sa proximité des agglomérations et des infrastructures routières. Des exutoires plus éloignés augmenteraient la consommation d'énergie et les émissions de CO<sub>2</sub>.

#### **IV-2 - Rapport et conclusions du commissaire enquêteur (23 janvier 2008)**

Le commissaire enquêteur considère que les dossiers de demande présentés sont correctement établis et bien étudiés.

Le public qui s'est manifesté était restreint mais, en ayant soigneusement examiné les dossiers, a émis des questions et observations pertinentes.

Les réponses du demandeur apportent correctement les apaisements, compléments et précisions demandés.

Au regard des documents d'urbanisme des deux communes, l'activité d'exploitation du gypse menée et prévue dans l'extension satisfait les spécifications des plans locaux.

Les bouleversements créés par l'activité sont plus que compensés (entretien des espaces, extraction par engins mécaniques apportant le minimum de troubles au voisinages, premières remises en état soigneuses).

Le plâtre fabriqué permet d'obtenir de nettes diminutions de consommation énergétique dans les bâtiments équipés, avec ses conséquences bénéfiques sur l'effet de serre et les émissions de CO<sub>2</sub>.

S'agissant d'enquêtes conjointes relatives à deux demandes distinctes d'autorisation (code forestier, code de l'environnement), il serait cependant un peu artificiel de vouloir répartir entre elles les différents thèmes exposés et examinés. Aussi l'avis du commissaire enquêteur est-il global pour les deux enquêtes.

Sur ces éléments de considération, le commissaire enquêteur émet **un avis très favorable**.

#### **IV-3 - Avis des communes**

Les conseils municipaux des communes suivantes situées dans un rayon de 3 km autour du site ont été appelés à formuler un avis :

- en Seine-Saint-Denis : Tremblay en France, Vaujours, Coubron,
- en Seine-et-Marne : Mitry-Mory, Gressy, Villeparisis, Claye-Souilly, Courtry, Le Pin, Villevaudé, Annet-sur-Marne, Brou-sous-Chantereine, Chelles.

Selon l'article R.512-20 du code de l'environnement (ex article 8 du décret du 21 septembre 1977), ne peuvent être pris en considération que les avis de conseils municipaux s'étant exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête publique soit en l'occurrence jusqu'au 21 janvier 2008.

A la date du présent rapport, aucun avis émanant des conseils municipaux de Tremblay en France, Vaujours, Coubron, Villeparisis, Courtry, Le Pin, Villevaudé, Annet-sur-Marne et Brou-sous-Chantereine, ne nous a été communiqué.

Par courrier du 14 janvier 2008, le maire de Chelles indique que son conseil municipal ne délibérera pas sur le dossier.

Pour les autres communes, les avis sont :

Communes	Date de délibération	Avis
Claye-Souilly	14/12/2007	Avis favorable
Gressy	01/12/2007	Avis favorable
Mitry-Mory	20/12/2007	Avis favorable, sous réserve de la création d'un comité de suivi pour s'assurer de la réalisation des mesures d'accompagnement

#### IV-4 - Avis des services administratifs et techniques

En application de l'article R.512-22 du code de l'environnement (ex article 9 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977) des services administratifs ont été consultés. Il leur a été notamment rappelé que les services consultés doivent se prononcer dans un délai de 45 jours, soit avant le 21 janvier 2008 en l'occurrence, faute de quoi il est passé outre.

Outre les services habituellement contactés, nous avons également souhaité recueillir l'avis de :

- GDF, en raison d'une canalisation longeant le périmètre sollicité,
- RTE, en raison d'une ligne très haute tension surplombant la carrière,
- Aéroports de Paris, en raison d'une servitude existante de dégagement de l'aéroport Charles de Gaulles,

Synthétiquement, les avis recueillis sont les suivants :

<i>Services</i>	<i>Date de l'avis</i>	<i>Avis</i>
D.R.A.C	04/01/2008	Pas d'observation à formuler. Rappel des dispositions réglementaires en cas de découverte fortuite
D.D.A.S.S.	07/01/2008	Avis favorable sous réserve de respecter la bande de protection de la Dhuys
D.I.R.E.N.	11/12/2007	Avis favorable sous réserve (destruction possible d'un amphibien relevant de la directive « habitats » sans demande dérogatoire, mise en œuvre impérative des mesures de précaution proposées dans l'étude écologique)
D.D.E.	18/01/2008	Avis favorable
D.D.A.F.	28/12/2007	Avis favorable sous réserve (éléments hydrogéologiques à préciser, justification de débit de fuite, boisement compensatoire à préciser)
Architecte des bâtiments de France	15/01/2008	Pas d'observation particulière
S.D.I.S.	28/11/2007	Avis favorable
France Télécom	06/12/2007	Aucun ouvrage concerné
RTE	29/11/2007	Abattage à proximité des lignes très haute tension. Information préalable du gestionnaire.
ADP	20/11/2007	Projet non intéressé par les servitudes
S.N.S.	non parvenu	
GDF	non parvenu	
Sous-préfecture	non parvenu	
CHSCT	non parvenu	

Plus exhaustivement, les avis recueillis sont présentés ci-après, accompagnés le cas échéant par des éléments de réponse fournis ultérieurement par le pétitionnaire.

**IV-4-1 : Direction départementale des affaires sanitaires et sociales** (courrier du 07 janvier 2008) :

Le projet de carrière n'est situé dans aucun périmètre de protection de captage d'alimentation en eau. Néanmoins, il longe l'aqueduc de la Dhuys. La bande de protection éloignée de 40 m devra être respectée.

La DDASS émet un **avis favorable sous réserve** que les mesures de prévention énumérées dans le dossier de demande d'autorisation de septembre 2007 soient scrupuleusement respectées.

**IV-4-2 : Direction départementale de l'équipement** (courrier du 18 janvier 2008) :

Après examen des documents d'urbanisme, la DDE indique que le projet est conforme au règlement de zone du PLU de Le Pin.

L'extension sera peu sensible sur le plan du paysage, la remise en état se faisant pratiquement à l'identique de l'existant.

La DDE émet un **avis favorable**.

**IV-4-3 : Direction régionale des affaires culturelles – service régional de l'archéologie** (courrier du 04 janvier 2008)

L'emprise des tranches d'exploitation 2005 à 2007 sur la commune de Le Pin, ainsi qu'une partie de celles à venir en zone boisée, ont déjà fait l'objet de diagnostic (arrêté du préfet de région n°2005-144 du 7 mars 2005). Compte tenu des informations données par les premiers diagnostics sur la nature des recouvrements superficiels, peu susceptibles de livrer des vestiges archéologiques, la DRAC a avisé que l'emprise nouvelle ne fera pas l'objet d'une prescription.

La DRAC rappelle cependant l'obligation réglementaire de déclaration immédiate de toute découverte fortuite susceptible de présenter un caractère archéologique (application des articles L.531-14 à 16 du Code du patrimoine).

**IV-4-4 : France Télécom** (récépissé de demande de renseignements du 06 décembre 2007)

Ce service signale qu'il ne possède aucun ouvrage à moins de deux mètres des travaux projetés.

**IV-4-5 : Service départemental d'incendie et de secours** (courrier du 28 novembre 2007)

Dans un premier temps, le S.D.I.S. a relevé les éléments descriptifs du projet, notamment en tout ce qui concerne les risques présents sur le site (pollution ou incendie due à l'utilisation d'hydrocarbures).

Des moyens de prévention (aire étanche, ventilation des lieux de travail) et de secours (extincteurs, réserve de sable, poteau incendie en entrée de carrière, stockage des eaux pluviales) sont présents.

Dans son étude, le S.D.I.S. s'est limité à étudier les éléments qui risquent de mettre en péril la sécurité des usagers du site ou des sapeurs-pompiers chargés d'y intervenir et ne permettraient pas l'intervention des secours.

Nonobstant l'avis des services plus particulièrement habilités à veiller à l'application des textes concernant la protection de l'environnement et des travailleurs, le S.D.I.S. émet un **avis favorable**.

**IV-4-6 : RTE, Gestionnaire du réseau de transport d'électricité** (courrier du 29 novembre 2007)

RTE a déjà modifié les deux lignes à 225 000 volts Mitry-Villevaudé et Sausset-Villevaudé afin de permettre l'extension de la carrière.

Les parcelles futures à déboiser se situent à proximité immédiate de deux autres supports de ces mêmes ouvrages à très haute tension. RTE souhaite être informé par PLACOPLATRE de la date et du mode opératoire de l'abattage des arbres proches des lignes, ceci afin de prendre toutes les dispositions permettant l'exécution de ces travaux dans le respect du Code du travail.

**IV-4-7 : Direction régionale de l'environnement** (courrier du 11 décembre 2007)

La demande, qui porte sur une surface réduite (2,5 ha), en continuité avec l'autorisation existante, ne porte, a priori pas atteinte à des milieux très sensibles et fait l'objet d'une étude d'impacts précise et complète. Le réaménagement prévu, du fait du remblaiement après extraction, consisterait à un retour à l'état initial sur le plan topographique et des formations végétales présentes. Les incidences paysagères seront donc limitées. En conséquence la DIREN n'a pas d'opposition de principe à l'extension de la carrière sur ce secteur.

Toutefois, le dossier appelle quelques remarques relatives aux milieux naturels, aux espèces rencontrées et aux matériaux de remblaiement.

Compte tenu des enjeux faunistiques (avifaune notamment) et floristiques, il apparaît que les mesures de précaution et de réduction proposées dans l'étude d'impacts et qualifiées de « souhaitable » soient impérativement mises en œuvre, notamment le balisage des milieux, la gestion environnementale des chantiers, le défrichage en dehors des période de nidification.

L'étude écologique mentionne la présence en 2005 de la grenouille agile. Cet amphibien commun en Ile-de-France est inscrit à l'annexe IV de la directive « habitats » et fait partie des amphibiens dont la destruction est interdite par arrêté ministériel du 22 juillet 1993 [NDR : cet arrêté a été abrogé et remplacé par l'arrêté du 19 novembre 2007. La grenouille agile figure toujours sur la liste des espèces protégées]. Or, bien que commune et ne présentant pas un enjeu de conservation important en Ile-de-France, la présence signalée de cette espèce et sa destruction possible par le projet, sans demande de dérogation ni mesure particulière, fait peser un fort risque contentieux sur la demande d'autorisation. Afin d'asseoir la sécurité juridique du dossier, il semble indispensable de localiser précisément les individus et dans le cas où ils se trouveraient à l'intérieur du périmètre d'extraction, de procéder à une demande de dérogation prévue à l'article R.411-6 du code de l'environnement. Le dossier constitué serait soumis à l'avis du conseil national de la protection de la nature puis la demande d'autorisation proposée au préfet sur la base de cet avis.

Enfin, concernant le remblaiement pour partie avec des rebuts de fabrication de plâtre, il semble important de fixer les mêmes conditions d'admission que dans l'arrêté préfectoral existant.

En conclusion, la DIREN émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte des remarques ci-dessus.

#### **IV-4-8: Direction de l'agriculture et de la forêt** (Courrier du 28 décembre 2007)

Contrairement à la demande de 2004, le contexte géologique et hydrogéologique n'est que succinctement décrit. Les observations émises en 2004 restent d'actualité (impact sur la ressource AEP probablement très faible mais non rigoureusement démontré, aucune indication sur les piézomètres, remblayage exclusivement avec des matériaux inertes).

Par rapport à l'avis de 2004, le dossier de 2007 présente une méthode rigoureuse de détermination des volumes des deux bassins tampons. Pour le bassin nord, un débit de fuite de 60 l/s a été pris en compte sans que cela ait été déterminé « en concertation et en accord avec les services de l'Etat » (étude hydraulique p.17). Ce point serait à revoir ou préciser, au motif que la valeur de fuite semble élevée et que le texte parle de 100 l/s. Le dispositif de régulation du bassin nord n'est pas décrit.

La demande d'autorisation de défrichement est en cours d'instruction.

Concernant la remise en état, la superficie de boisement compensatoire du défrichement n'est pas mentionnée. Un taux de reprise de 80 % des plants introduits devra être constaté après 3 années.

Sous réserve d'apporter des réponses à ces remarques, la DDAF n'est pas opposée à ce que la demande d'autorisation d'extension soit accordée.

#### **IV-4-9: Aéroports de Paris** (courrier du 20 novembre 2007)

Le projet est situé dans la zone de servitudes aéronautiques associée à l'aérodrome de Paris Charles de Gaulle.

ADP informe que le projet n'est intéressé par aucune servitude aéronautique ou radioélectrique relevant des plates formes aéronautiques gérées par Aéroports de Paris.

#### **IV-4-10 : Service départemental de l'architecture et du patrimoine** (courrier du 15 janvier 2008)

Les demandes (défrichement, extension de la carrière) n'appellent pas d'observation particulière de la part du service.

#### **IV-4-11 : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail**

La société PLACOPLATRE dispose en raison de son effectif supérieur à 50 personnes d'un CHSCT. Conformément aux dispositions des articles R.512-24 du code de l'environnement (anciennement 23-8 du décret du 21 septembre 1977) et L.236-2 et R.236-10-1 du code du travail), celui ci doit être consulté sur la demande d'autorisation. Aucun avis ne nous a été communiqué.



## V - ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

### Analyse des avis émis et des réponses apportées par le demandeur - Avis de l'inspection sur le projet

L'extension sollicitée par la société PLACOPLATRE ne représente, à l'échelle de la carrière déjà autorisée, qu'une augmentation de 2,5 % de la surface. En outre, dans le phasage prévu, l'échéance de l'activité n'est pas remise en cause. La méthodologie d'exploitation est inchangée.

Cependant, les travaux envisagés ne sont pas anodins : il s'agit d'une quantité de 1,3 millions de tonnes de gypse supplémentaires - soit l'équivalent de 2 années de la production moyenne actuelle -, ainsi que 500 000 m<sup>3</sup> de découverte et 600 000 m<sup>3</sup> de remblais supplémentaires à terrasser. Les modifications envisagées ont une influence possible sur le bassin versant de la plaine de Courgain et comportent un défrichement d'un espace boisé dont le massif est jugé d'une valeur assez forte et qu'il faudra reconstituer.

Le projet concerne ainsi de manière directe plusieurs réglementations distinctes : code forestier, code de l'environnement, code du patrimoine, code minier, code de l'urbanisme. Ceci a donc justifié à notre sens de mener une instruction conforme avec une procédure complète de mise en enquête publique et consultation administrative.

L'enquête publique sur le projet de la carrière s'est déroulée a suscité une certaine opposition aux projets (défrichement, carrière). Mais le commissaire enquêteur, qui a assez méticuleusement dans son rapport expliqué les échanges qu'il a eu avec le demandeur, considère avoir obtenu le niveau de précision et d'engagement suffisant. Au final, il a émis un avis favorable et sans réserve.

Les (peu nombreux) conseils municipaux qui se sont exprimés sont favorables.

Sur les avis émis par les services, nous retiendrons plus particulièrement les points suivants

Consécutivement à l'avis émis par la DIREN, des contacts informels ont été établis entre le demandeur et ce service. Celle-ci a ainsi ajouté dans un courriel daté du 17 janvier 2008 dont nous avons été destinataires d'une copie. Cet échange apporte des éléments d'appréciation autour de la préservation de la grenouille agile. Celle-ci ne présente pas un enjeu fort de conservation en Ile de France. La chênaie-frênaie, habitat de repos ou d'hibernation, qui sera défrichée est située à une certaine distance des lieux de reproduction, ce qui n'empêche pas que les grenouilles agiles puissent la fréquenter. Le point de vue de la DIREN était essentiellement juridique et rappelait le sens strict de la réglementation.

Le projet de réaménagement prévoit de créer des milieux humides et ouverts favorables aux amphibiens. Il est en outre fort probable que l'essentiel des populations sera préservé dans la mesure où les grenouilles pourront lors des travaux fréquenter les secteurs non défrichés de part et d'autre de l'aqueduc. Elles pourront également venir coloniser les milieux recréés. A titre de précaution il semble toutefois qu'il faudrait prévoir un défrichement un peu plus tard que prévu, de façon à éviter la destruction des individus encore en hibernation. Des travaux en mars devraient donc lui laisser le temps de rejoindre les lieux de reproduction situés plus bas. Cette date des travaux ne devrait pas affecter la nidification des oiseaux.

Le projet d'extension est compatible avec le document d'urbanisme de Le Pin, sachant que le reste de la carrière autorisée est également compatible avec les documents d'urbanisme en vigueur.

Sur cette demande, la DRAC a indiqué qu'elle ne produirait pas de prescription en matière d'archéologie préventive. Il convient cependant de ne pas omettre que l'ensemble de la carrière reste également soumis à cette réglementation.

Sur l'aspect du débit de fuite du bassin de rétention, le niveau de 60 l/s a été adopté en concordance avec le bassin situé au niveau de l'échangeur Francilienne/RN3 dans lequel il se verse. Ceci correspond au dimensionnement habituel d'une pluie de 3 l/s/ha sur le bassin versant concerné et mesuré à 20 ha.

S'agissant d'un site existant, nous avons pu apprécier le déroulement de l'exploitation depuis de nombreuses années. Le respect en particulier du phasage et de la réhabilitation des terrains nous paraît très positif.

Les modifications apportées à la carrière ne remettent pas en cause à notre sens les principes et motivations ayant conduit à l'autorisation précédente.

Sur le projet, il nous apparaît que les enjeux apparaissent plus particulièrement sur l'aspect de :

- l'exploitation d'un gisement reconnu d'intérêt général : le projet permet ainsi d'en « récupérer » plus d'un million de tonnes,
- la préservation de la qualité et l'écoulement des eaux et ainsi que la qualité des sols reconstitués alors que les excavations doivent être remblayées par des matériaux extérieurs.

Le demandeur, s'est d'ores et déjà assuré la maîtrise des eaux superficielles avec un ensemble de réseau de récupération des eaux pluviales, qui, ponctuellement, servent en outre à alimenter les étangs de pêche de Villeparisis. La végétation ne semble pas souffrir d'un manque d'eau. En outre, on reste très éloigné de tout captage d'alimentation en eau, même si l'on note la présence des 2 réservoirs de 3 000 m<sup>3</sup> situés le long de la RD 105.

On est en outre dans une configuration qui, sur sa partie déjà exploitée est relativement proche d'habitations. L'arrêté a d'ailleurs imposé une marge de recul de 80 m. Lors de la réunion de la commission locale de suivi du site en fin 2007, les riverains présents ont marqué une satisfaction sur l'aspect sonore de la carrière, hors le bruit intermittent des signaux d'engins. La partie relative à l'impact « bruits » tend à démontrer que les niveaux sonores attendus sont inchangés.

On notera en outre que la poursuite et l'extension de l'extraction s'effectueront sans usage d'explosifs, ce qui est un gain environnemental certain sur l'aspect « vibrations ». Mais il faut alors « dépenser » l'énergie pour extraire dans un usage accru d'engins mécaniques, émetteurs de gaz à effet de serre.

Nous avons par ailleurs émis une interrogation sur le travail possible de nuit évoqué dans le dossier, (cf p.27 de la demande : « *Les horaires d'ouverture de l'installation sont, en période de production moyenne, compris entre 4 heures et 22 heures du lundi au vendredi (travail en 2 équipes). En période de production maximale, ces horaires pourraient être étendus jusqu'à 24 heures par jour et 7 jours sur 7 (travail en 5 équipes)* »).

Il est vrai que la convention collective des industries de carrières et de matériaux évoque de manière indirecte le travail à des horaires « inhabituels » via les dispositions prévues en matière de majoration de salaire (cf le paragraphe 12 de l'article 5 de la convention). Mais il est clairement indiqué qu'il s'agit de travail exceptionnel pour des raisons d'urgence ou temporaire pour des raisons de surcroît d'activité. Le travail de nuit et le travailleur de nuit sont des notions très particulières, voire très protégées, qui résultent de la loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 (articles L 213-1 à L 213-5 du code du travail). Il y est dans un premier temps nettement précisé que le recours au travail de nuit doit être exceptionnel et justifié par la nécessité d'assurer la continuité de l'activité économique. En outre des contreparties doivent être prises par l'employeur également en terme de repos compensateur, soit par convention ou accord collectif de branche ou accord d'entreprise ou d'établissement ou à défaut après consultations des délégués.

S'agissant d'une instruction et d'une autorisation prise au titre des installations classées, on ne peut de toute façon pas interpréter que le travail en période nocturne qui est mentionné dans l'arrêté soit une autorisation dérogatoire au code du travail sur, entre autres, les règles du repos hebdomadaire.

## **VI – CONCLUSION**

Nous émettons un avis favorable à la demande d'autorisation d'extension du site.

Nous joignons au présent rapport un projet d'arrêté préfectoral afin d'encadrer l'exercice des activités de la société PLACOPLATRE pour l'exploitation de la carrière de Bois le Comte et des installations de traitement de matériaux associées.

Ce projet de prescriptions est bâti d'après l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation de carrières et installation de premier traitement des matériaux de carrières et l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif aux garanties financières. Il est sans préjudice des dispositions qui pourraient être imposées à la société sur sa demande conjointe déposée au titre du code forestier (instruction par la DDAF).

Les éléments qui caractérisent plus spécialement ce projet d'arrêté sont les suivants :

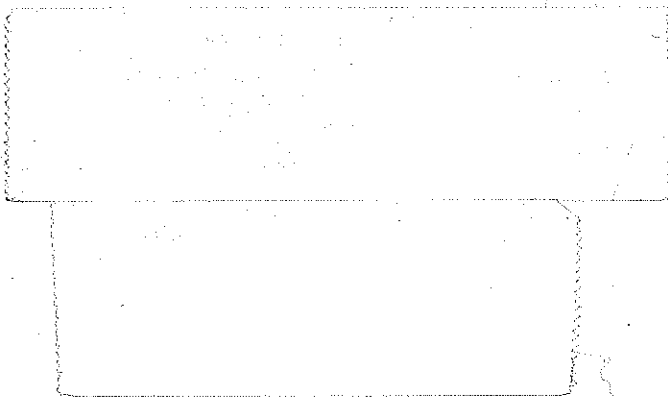
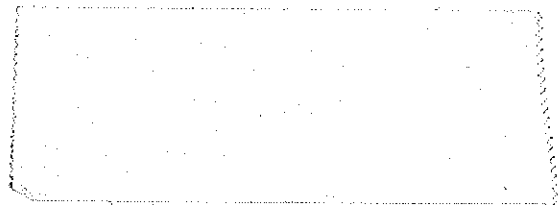
1. Pour simplifier la « lecture administrative » du site, nous avons repris l'ensemble des parcelles couvertes par l'autorisation de 2005. Ainsi, le projet de prescriptions concerne un ensemble de terrains sous un seul acte, ce qui permet en outre, de situer et souligner la cohérence de l'ensemble du secteur, et non le « simple » ajout d'un périmètre à un autre.

Egalement, ceci permet de corriger quelques erreurs de valeurs de surface figurant dans l'arrêté d'autorisation (la surface totale est ainsi de 93,4 ha) et de mettre un jour des données et références réglementaires, comme par exemple la codification de la partie réglementaire du code de l'environnement,

2. l'archéologie relative aux découvertes fortuites (cf. l'avis de la DRAC) à l'article III-8,

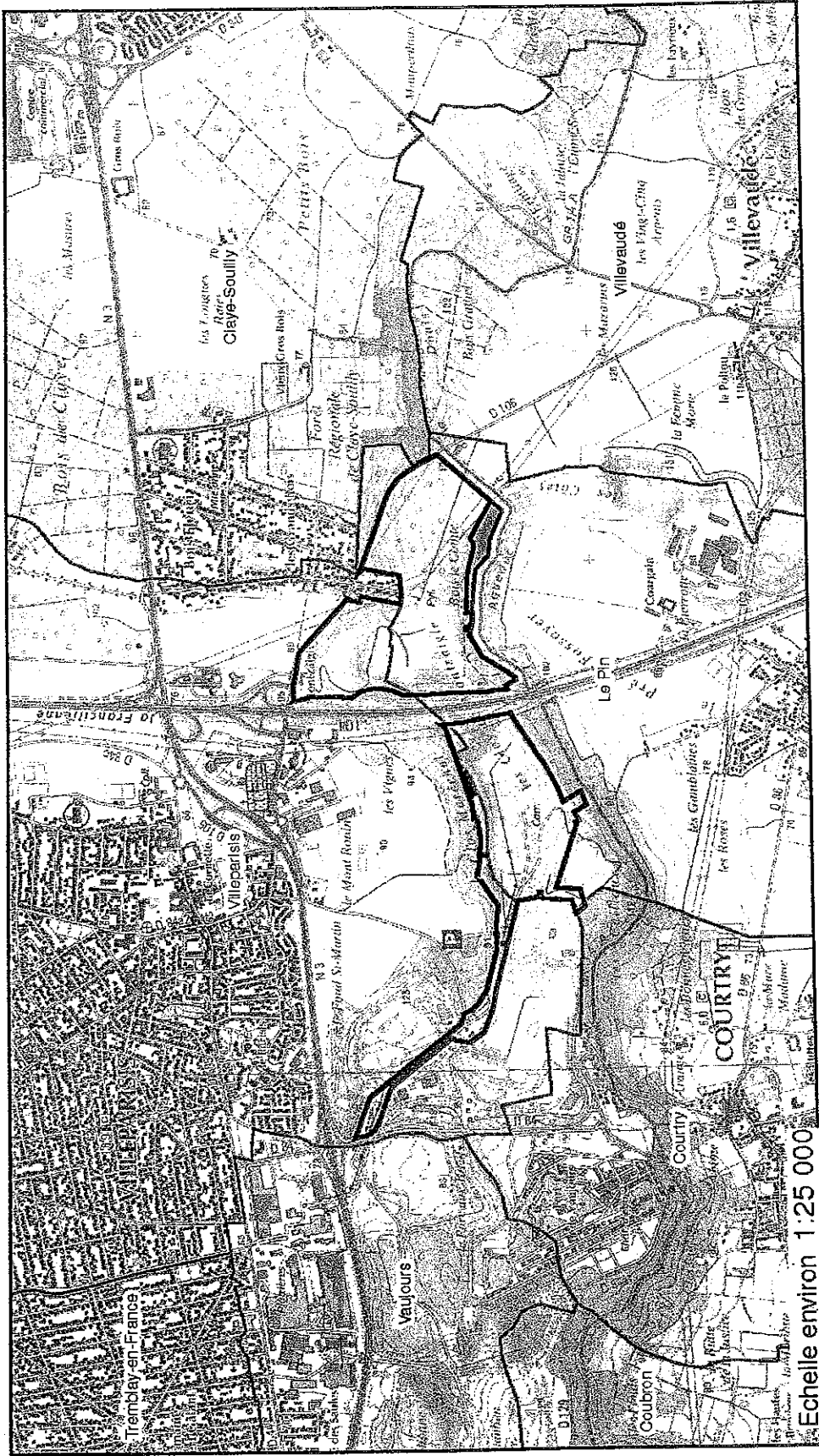
3. les dispositions relatives à la cessation d'activité (articles II-4 et III-15-3) et le réaménagement pour un usage futur déterminé (article III-15),
4. la prise en compte des éléments écologiques remarquables (dernier alinéa de l'article III-2 ou deuxième alinéa de l'article III-6) (cf. l'avis de la DIREN), ou en ce qui concerne la préservation des sols à l'article III-6 dernier alinéa ou article III-7 (cf. notamment l'enquête publique)
5. la surveillance classique des eaux souterraines, en cas de remblayage par matériaux extérieurs avec un contrôle strict de ceux-ci, notamment aux articles III-16 et IV-3-2-6, (cf. les avis émis lors de l'enquête publique ou par la DIREN),
6. des niveaux sonores en limite de propriété adaptés le long du périmètre du site suivant les différentes zones à émergence réglementées repérées dans l'étude d'impact. Les niveaux retenus sont identiques à l'autorisation délivrée en 2005 et très inférieurs au 70 dB(A) maximal réglementaire admissible apparaissant dans l'arrêté ministériel « carrière » de 1994 sont ainsi prévus (cf. article IV.7.1),
7. le rappel sur le « non-usage » d'explosifs (cf articles III-13 et IV-7-2-1),
8. les distances particulières à respecter (cf. article III-18),
9. la surveillance particulière de la qualité de l'air s'agissant d'une carrière de roches massives produisant plus de 150 000 tonnes par an (cf. article IV-4-7),
10. la mise en place de garanties financières (article V.1), actualisées à septembre 2007 par rapport aux valeurs figurant dans le dossier de demande.

Le présent rapport et les propositions de prescriptions sont maintenant soumis à l'examen de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation spécialisée dite « des carrières ».

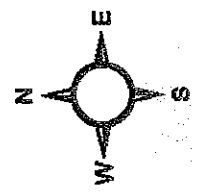


# CARTE DE SITUATION

## Dossier de demande d'extension - Carrière de Bois le Comte



Echelle environ 1:25 000



- Légende**
-  Périmètre actuel
  -  Extension sollicitée
  -  Limites de communes

**Projet d'arrêté préfectoral autorisant la société PLACOPLATRE à :**

- poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière de gypse dite « de Bois le Comte »,
- exploiter des installations de premier traitement des matériaux issus de cette carrière, sur le territoire des communes de Le Pin et Villeparisis.

### **Le Préfet de Seine et Marne,**

**Chevalier de la Légion d'Honneur,**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, ses parties législatives et réglementaires,

Vu le code minier,

Vu le code du patrimoine, notamment les dispositions du livre V relatives à l'archéologie,

Vu le code de la voirie routière et le code rural,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code forestier,

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié instituant le règlement général des industries extractives,

Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier,

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive,

Vu le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières prévu à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relative à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique I.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993,

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, et à leur actualisation,

Vu la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

Vu la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

Vu le schéma départemental des carrières de Seine et Marne approuvé le 12 décembre 2000,

Vu l'arrêté préfectoral n°05 DAI 2M 011 autorisant la société PLACOPLATRE à poursuivre et à étendre une carrière à ciel ouvert de gypse sur le territoire des communes de Villeparisis et Le Pin et à exploiter deux installations de broyage, concassage, criblage de gypse sur le territoire de la commune de Le Pin,

Vu la demande en date du 31 août 2007, complétée le 12 septembre et le 18 octobre 2007, par laquelle Jean-Marie VAISSAIRE, agissant en qualité de directeur général de la société, sollicite l'autorisation d'étendre le périmètre de la carrière de gypse actuellement autorisée sur les communes de Le Pin et Villeparisis par l'arrêté préfectoral n° 05 DAI 2M 011 du 4 mars 2005,

Vu le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 19 octobre 2007 analysant la recevabilité de cette demande,

Vu l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD M 041 du 07 novembre 2007 portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes sur les demandes présentées par la société PLACOPLATRE ayant pour objet le défrichement de 2ha 53a 80 ca de bois sur la commune de Le Pin, l'extension de 2ha 53a 80ca sur la commune de Le Pin du périmètre de la carrière de gypse autorisée par l'arrêté préfectoral n° 05 DAI 2M 011 du 4 mars 2005 sur le territoire des communes de Le Pin et Villeparisis ainsi que des installations de premier traitement de gypse,

Vu les registres d'enquête publique, laquelle s'est déroulée du 7 décembre 2007 au 12 janvier 2008 inclusivement,

Vu le mémoire en réponse du demandeur en date du 18 janvier 2008,

Vu le rapport, les conclusions et l'avis favorable et motivé du commissaire enquêteur, en date du 23 janvier 2008,

Vu les avis émis lors de la consultation par la direction régionale des affaires culturelles, la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, la direction régionale de l'environnement, la direction départementale de l'équipement, la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, le service départemental de l'architecture et du patrimoine, le service départemental d'incendie et de secours, France Télécom, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE, Aéroports de Paris,

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Claye-Souilly, Gressy, Mity-Mory,

Vu le rapport, les conclusions et propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Ile-de-France en date du

Vu l'avis motivé de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, réunie dans sa formation spécialisée des carrières, lors de la séance du.....

Considérant les mesures proposées par le demandeur en matière de protection des sols et des eaux en ce qui concerne le ravitaillement et l'entretien des engins,

Considérant les orientations de remise en état tant celles figurant dans les documents locaux d'urbanisme que dans le schéma départemental des carrières, ce qui justifie un apport de matériaux extérieurs pour le réaménagement final de l'excavation,

Considérant l'avis du maire de Le Pin, daté du 11 octobre 2007, sur les conditions de remise en état de l'extension projetée,

Considérant par ailleurs la nécessité de préserver la qualité des eaux souterraines et des sols à vocation de reboisement, ce qui justifie la limitation des catégories de matériau pouvant être apportés ainsi que les mesures de surveillance et contrôle à mettre en place,

Considérant la position des zones à émergence réglementée et celle des sources sonores liées aux activités du site,

Considérant que l'abattage du gisement est prévu sans recourir à l'emploi d'explosifs,

Considérant que le transfert des matériaux abattus est prévu uniquement par une circulation sur des voies internes maîtrisées par le demandeur,

Considérant la demande de défrichement déposée par la société PLACOPLATRE le 31 août 2007 auprès du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Considérant la présence en bordure de l'aqueduc de la Dhuis d'une espèce animale (grenouille agile) visée par l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

Considérant par ailleurs que les travaux prévus sont situés à une distance d'au moins 40 mètres des lieux de reproduction et que l'espèce visée est relativement commune en Ile-de-France et ne présente pas un fort enjeu de conservation,

Considérant qu'il convient cependant d'assurer à titre de précaution un défrichement hors des périodes d'hivernation de l'espèce visée,

Considérant les attestations de maîtrise foncière fournies par le demandeur,

Considérant les capacités techniques et financières du demandeur,

Considérant dans leur ensemble les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le demandeur s'engage à mettre en œuvre, après avoir évalué leur performance dans son étude d'impacts,

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la carrière telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture.

A R R Ê T E

## CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

### Article I-1 : Autorisation

La société PLACOPLATRE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au 34 avenue Franklin Roosevelt à SURESNES (92282) est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté :

- à poursuivre sur environ 91 ha et étendre sur environ 2,5 ha l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de gypse sur le territoire des communes de LE PIN (principaux lieux-dits : « La Voie Crevée », « Le Fond de la Voie Crevée », « les Vignes de Bois le Comte », « Le Bois Le Comte », « Le Plateau du Bois le Comte », « le Chemin de Souilly », « Le Bois Mulot », « Au dessous du Bois Mulot », « Les Clos de Montzaigle », « Les Champs de Montzaigle »), et VILLEPARISIS (principaux lieux-dits : « Le Bois Maulny », « Le Clos Maulny », « Sur l'Etang », « Le Haut des Froids Culs », « Le Clos Maréchal », « Le Taille Vert », « Les Boyaudes », « Le Patés », « Rue de Villevaudé »),

- à exploiter des installations de concassage et de criblage de matériaux issus de la carrière ci-dessus.

L'autorisation s'applique à l'ensemble du périmètre et des parcelles référencés à l'article I.3.1.

L'autorisation est accordée jusqu'au 03 mars 2035 inclus, durée qui comprend la cessation des activités extractives, la remise en état des différentes excavations, le démantèlement de toute infrastructure non nécessaire après la cessation d'activité.

Les prescriptions du présent arrêté se substituent aux dispositions des arrêtés préfectoraux ayant autorisé la société PLACOPLATRE à exploiter la carrière et ses installations connexes, dont particulièrement les arrêtés préfectoraux n°05 DAI 2M 011 du 04 mars 2005.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux d'autorisation suivants n° 92 DAE 2 M 007 du 29 mai 1992, n° 97 DAE 2M 19 du 10 mars 1997, n° 99 DAI 2M 065 du 27 mai 1999, n° 01 DAI 2M 041 du 16 juillet 2001 et n° 04 DAI 2M 023 du 19 mai 2004 restent abrogées.

### Article I-2 : Rubriques de classement au titre des installations classées

Les activités exercées relèvent de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous :

N°	Libellé	Nature des activités	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	Carrière à ciel ouvert de gypse d'une superficie totale de 93ha 39a 73ca ▪ Renouvellement (arrêté préfectoral n°05 DAI 2M 011 du 3 mai 2005) : 90 ha 85 a 76 ca ▪ Extension : 2 ha 53 a 77 ca Production maximale : 1 500 000 T/an Echéance : 03 mars 2035	Autorisation

N°	Libellé	Nature des activités	Régime
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels et artificiels	Installation de concassage du gypse comprenant : - trémie de contenance 40 tonnes, - convoyeurs à bande, - concasseur, - élévateur à godet. Puissance électrique totale installée = 340 kW	Autorisation (Seuil d'autorisation = 200 kW)
1434-1-b	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables.	Station-service interne de ravitaillement des engins et véhicules distribuant du fuel Débit réel = 30 m <sup>3</sup> /h Débit équivalent = 6 m <sup>3</sup> /h	Déclaration (Seuil de déclaration = 1 m <sup>3</sup> /h Seuil d'autorisation = 20 m <sup>3</sup> /h)
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	24 000 l de fuel représentant une capacité équivalente à 4,8 m <sup>3</sup> d'un liquide inflammable de 1 <sup>ère</sup> catégorie, utilisé pour le ravitaillement des engins de chantier	Non classé (seuil de déclaration = 10 m <sup>3</sup> )
2950-1	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Atelier d'une superficie de 750 m <sup>2</sup> destiné à l'entretien des engins	Non classé (seuil de déclaration = 2 000 m <sup>2</sup> )

En outre, les activités exercées relèvent également de la nomenclature des opérations soumises aux procédures prévues aux articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement :

Rubrique	Libellé	Activité	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines, ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Un réseau de surveillance des eaux souterraines, constitués de 6 piézomètres	Déclaration
2.1.5.0	Rejets dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha	Récupération et écoulement des eaux pluviales sur le site d'extraction.	Autorisation
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Bassins de rétention des eaux pluviales : - rétention Nord d'une capacité de 1 875 m <sup>3</sup> - rétention fond de fouille d'une capacité maximale de 5 900 m <sup>3</sup> - rétention Ouest	Déclaration

Rubrique	Libellé	Activité	Régime
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant inférieure à 0,1 ha	Aménagement de mares à amphibiens dans le cadre de la remise en état de la carrière	Non classable

### Article I-3 : Caractéristiques de la carrière

#### I.3.1 - Références cadastrales et territoriales

L'autorisation n'a d'effets que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles suivantes (superficie en m<sup>2</sup>):

#### Commune de VILLEPARISIS

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Est A.104	
			Renouvellement	renouvellement extension
Le Bois Maulny	B	942 p	7 571	
	B	1013	20 401	
	B	1034	100	
Sur l'Etang	B	54 p	906	
	B	1016	990	
	B	1027	4 334	
	B	1041 p	1 363	
Le Clos Maulny	B	1059 p	143	
	B	901	700	
	B	1029	12 730	
Le Haut des Froids Culs	B	34 p	119	
	B	1060	916	
	B	922 p	663	
	B	1018 p	13 254	
	B	1020	220	
	B	925 p	337	
Le Clos Marechal	B	118 p	844	
	B	926 p	2 522	
	B	126 p	372	
	B	127 p	361	
	B	506 p	296	
	B	507 p	189	
Le Taille Vert	B	929 p	3 766	
	B	144 p	165	
	B	147 p	148	
	B	148 p	702	
	B	932 p	311	
	B	155 p	823	
Le Taille Vert	B	156 p	295	
	B	159 p	136	
	B	160 p	390	
	B	191 p	266	
B		192 p	259	



Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Ouest A 104		Est A 104	
			Rénouveaulement	extension	Rénouveaulement	extension
Les Boyaudes	B	193 p	150			
	B	194 p	425			
	B	195 p	969			
	B	196 p	470			
	B	197 p	1 481			
	B	198 p	365			
	B	199	314			
	B	200	953			
	B	1061 p	740			
	B	203	491			
	B	953	58			
	B	952	17			
	B	207	28			
	B	951 p	429			
	B	210 p	237			
	B	213 p	320			
	B	214 p	254			
B	220 p	426				
B	295 p	1 261				
B	794 p	4 605				
Rue de Villevaudé	B	990		143 940		

Commune de LE PIN

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Ouest A 104		Est A 104	
			Rénouveaulement	extension	Rénouveaulement	extension
Le Bois Mulot	A	36	74 252			
	A	21	21 137			
	A	1 339	2 080			
	A	20	5 794			
	A	1 331 p	4 454			
	A	22	18 254			
	A	23 p	5			
	A	24	68			
	A	25	77			
	A	26	87			
	A	27	91			
	A	29	58			
	A	30	42			
	A	1 327 p	1 214			
	A	31	727			
	A	32 p	77 757			
	A	1 326 p	772			
A	33 p	10 881				
A	34	3 175				
A	569	524				
A	568	852				
A	567	938				
Au dessous du Bois Mulot						

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Ouest A 104		Est A 104	
			Rénouveaulement	extension	Rénouveaulement	extension
Les Clos de Montzaigle	A	566	457			
	A	565	457			
	A	564	982			
	A	563	2 705			
	A	1 220	7 492			
	A	1 223	41 263			
	A	1 340	1 735			
	A	1 218			7 632	
	A	1 332			791	
	A	1 221			21 855	
CR de Montzaigle à Courtry	A		1 085			
Les Champs de Montzaigle	A	1 227			189	
	A	1 226			937	
	A	665			678	
	A	666			395	
	A	667 p			800	
	A	668			230	
	A	669			107	
	A	670 p			1 936	
	A	671			203	
	A	672			581	
La Voie Crevée	A	673 p			1 036	
	A	674 p			966	
	A	675 p			1 141	
	A	676 p			1 002	
	A	677 p			280	
	A	678			306	
	A	679			156	
	A	680 p			140	
	A	682 p			503	
	A	684 p			751	
Le Bois le Comte	A	686			366	
	A	685 p			72	
	A	687 p			686	
	A	688 p			1 253	
	A	1 341			4 530	
	A	1 335			55 800	
	A	1 333			6 113	
	A	1 337			51 600	
	A	1 325			27	
	A	1 336			118 708	
Les Vignes de Bois le Comte	A	1 338			44 347	
	A	16			3 569	
	A	1 098 p			108	
	A	1 095 p			351	
	A	1 094 p			223	
A	1 091 p			121		
A	1 090 p			127		

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Ouest A. 104		Est A. 104	
			Renouvellement	extension	renouvellement	extension
	A	1085 p			187	
	A	1084 p			187	
		1078 p				290
		1074 p				95
		1073 p				65
		1072 p				111
		1065 p				69
		1064 p				68
		1061 p				71
		1060 p				54
		1057 p				166
		1056 p				84
		1050 p				88
		1049 p				96
		1043 p				83
		1042 p				245
		1041 p				57
		1166 p				65
		1036 p				79
		1033 p				89
		1032 p				136
		1028 p				117
		1027 p				71
		1024 p				96
		1023 p				109
		1020 p				131
		1019 p				111
		1016 p				101
		1015 p				135
		1008 p				117
		1007 p				132
		1006 p				153
		1005 p				318
		1001 p				165
		996 p				625
		995 p				681
		992 p				255
		991 p				240
		987 p				275
		986 p				284
		983 p				456
		982 p				370
		978 p				481
	A	12 p			29 501	
	A	1334 p			1 582	
	A	11 p			19 231	
	A	10 p			4 754	
	A	1169			399	

Le Plateau du Bois le Comte

Le Fond de la Voie Crevée

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Ouest A. 104		Est A. 104	
			Renouvellement	extension	renouvellement	extension
	A	1109 p			814	
	A	1108 p			174	
	A	1107 p			148	
	A	1106 p			272	
	A	1105 p			244	
	A	1104 p			397	
	A	1103 p			88	
	A	1102 p			186	
	A	1101 p			265	
	A	1100 p				200
	A	1099 p			199	
	A	1272				369
	A	1273				154
	A	1274				225
	A	1275				332
	A	1276 p				103
	A	1278 p				130
	A	1279				326
	A	1280				299
	A	1281				325
	A	1282 p				51
	A	1283 p				20
	A	1284				326
	A	1285				401
	A	1286				401
	A	1287 p				63
	A	1288 p				55
	A	1289				715
	A	1290				381
	A	1291 p				64
	A	1292 p				68
	A	1293				436
	A	1294				306
	A	1295 p				56
	A	1296 p				103
	A	1298 p				102
	A	1299				457
	A	1300				1 284
	A	1301 p				120
	A	1304 p				188
	A	1305 p				177
	A	1306				570
	A	1307 p				2 068
	A	1308 p				486
	A	1309 p				32
	A	1311 p				9
	A	1313 p				104
	A	1342			640	

Le Chemin de Souilly

Ancien CR n°12 des Clos de Montzaigle

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Ouest A. 104 Renouvellement	Est A. 104 renouvellement	Est A. 104 extension
Ancien VC n° 5 p (du Pin à Villevaudé)	A	1343 p		610	
Ancien CR n° 15 p (de Villeparisis à Villevaudé)	A	1344 p		842	5 751
Ancien CR n° 16 p (du Pin à Souilly)	A	1345 p			686
Ancien CR n° 16 p (du Pin à Souilly)	A	1346 p		3 300	

p = pour partie ; surface exprimée en m².

Bilan des superficies concernées :

	Superficie renouvelée	Superficie en extension	Total	Total
Le Pin	Ouest A. 104 Est A. 104	27ha 94a 15ca 39ha 46a 36ca	27ha 94a 15ca 42ha 00a 33ca	69ha 94a 28ca
Villeparisis	Ouest A. 104 Est A. 104	9ha 05a 85ca 14ha 39a 40ca	9ha 05a 85ca 14ha 39a 40ca	23ha 45a 25ca
Total		90ha 85a 76ca 2ha 53a 77ca	27ha 94a 15ca 42ha 00a 33ca 9ha 05a 85ca 14ha 39a 40ca	93ha 39a 73ca

Lorsqu'il a connaissance d'un remembrement ou d'une modification cadastrale affectant les parcelles ci dessus, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées a minima lors de la transmission des plans établis en application de l'article III.19 du présent arrêté.

I.3.2 - Périmètre de l'autorisation :

Un plan cadastré au I / 4 000è précisant le périmètre de la carrière est annexé au présent arrêté.

I.3.3 - Volume et tonnage d'extraction

Au cours de la durée de la présente autorisation, le volume total estimé du gisement de gypse à extraire est de 3 750 000 m³, soit 7 500 000 tonnes (densité moyenne : 2).

La production maximale est de 1 500 000 tonnes de gypse par an.

La production moyenne est de 625 000 tonnes par an.

**Article I-4** : Caractéristiques des installations de traitement

L'installation de traitement est constituée par :

- une trémie d'alimentation de contenance 40 tonnes,
- des convoyeurs à bande,
- un concasseur,
- un élévateur à godet.

l'ensemble représentant une puissance d'environ 340 kW.

Cette installation est implantée sur le carreau de l'excavation située à l'est de l'A104. Elle est déplacée sur le fond de fouille selon l'avancement du phasage décrit à la section 2 ci-après.

Cette installation est destinée à traiter les matériaux du gisement, à raison d'une production nominale de 600 tonnes/heure et d'une production maximale de 1 500 000 tonnes par an.

L'ensemble de la plate-forme est remis en état selon les modalités et orientations de l'article III-15 du présent arrêté.

**Article I-5** : Horaires d'activités

En période de production moyenne de la carrière, les horaires d'activités sont compris entre 4h et 22 heures de lundi au vendredi, sauf jour férié.

Le recours à des horaires étendu et au travail de nuit doit être exceptionnel et justifié par la nécessité d'assurer la continuité de l'activité économique.

Il prend en compte les impératifs de sécurité et de protection des travailleurs.

Il est mis en œuvre dans le respect des dispositions du code du travail, de la convention collective de branche et le cas échéant de l'accord d'entreprise notamment en tout ce qui concerne le repos compensateur, les compensations salariales, le suivi médical renforcé.

**Article I-6** : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

## CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**Article II-1** : Conformité au dossier

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande susvisé, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

L'exploitation est conduite et les terrains exploités remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impacts ainsi qu'aux schémas d'exploitation annexés au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

**Article II-2** : Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article II-3 : Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations, la réalisation de plans ou l'estimation des volumes de matériaux stockés. Ils sont exécutés par un organisme tiers qu'elle a choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées.

Tous les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées et les agents chargés de la police de l'eau ont en permanence libre accès aux installations afin d'y effectuer les contrôles relevant de leur mission.

### **Article II-4 : Fin d'exploitation et cessation d'activité**

L'extraction, le traitement des matériaux et la commercialisation de ceux-ci doivent cesser à une date dégageant le délai nécessaire à l'exécution des travaux de réaménagement final du site par rapport à l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état final et l'arrêt définitif total des travaux de la carrière interviennent au plus tard six mois avant l'échéance du présent arrêté.

En ce qui concerne la partie située à l'ouest de l'A 104, la remise en état de l'excavation et le reboisement de ces terrains sont achevés pour le 1<sup>er</sup> juin 2010.

Une bande contenant le convoyeur et une voie de circulation de part et d'autre est maintenue dans le cas où l'exploitant obtiendrait l'autorisation d'exploiter une carrière sur les terrains situés à l'est du périmètre concerné par le présent arrêté. Dans le cas contraire, l'équipement est démantelé et les terrains remis en état et réaménagé dans la continuité paysagère caractérisant le Bois Le Comte.

L'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date de fin des travaux, soit un an avant l'échéance du présent arrêté, la notification d'arrêt définitif.

La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions de l'article III-15 du présent arrêté.

### **Article II-5 : Accidents et incidents**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais (dès qu'il en a connaissance et a minima par téléphone) à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux.

Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

### **Article II-6 : Changement d'exploitant**

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Le dossier de demande adressé au préfet comprend notamment :

- une demande signée conjointement par le cessionnaire et le cédant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du cessionnaire,
- la constitution des garanties financières par le cessionnaire,
- l'attestation du cessionnaire du droit de propriété ou d'utilisation des terrains.

## **CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES**

### **Section 1 : Aménagements préliminaires**

#### **Article III-1 : Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### **Article III-2 : Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, tant extérieur que intérieur (installation de stockage de déchets non dangereux),
- des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des différentes zones remises en état et du fond de fouille.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Les zones non exploitables, notamment déterminées en fonction des distances limites figurant à l'article III-18 du présent arrêté sont délimitées par des bornes ou repères fixes, visibles jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation.

Les populations d'espèces d'intérêt écologique repérées lors de l'étude d'impact écologique sont balisées.

### Article III-3 : Eaux de ruissellement

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site vers les secteurs à exploiter, un réseau de dérivation de ces eaux est mis en place à la périphérie de ces secteurs. Ces eaux sont maîtrisées conformément à l'article IV.3.2.2 ci-après.

### Article III-4 : Accès à la voirie

III.4.1 – Le site « Est » dispose de 2 accès sur la voirie publique :

- l'entrée principale située au nord du secteur « Est », débouchant directement sur la RD 105. Cet accès est destiné particulièrement à l'ensemble du trafic poids-lourds, dont l'apport des matériaux extérieurs prévu à l'article III-16 du présent arrêté.

- l'accès secondaire situé à l'est du secteur « Est », débouchant sur la RD 105 via l'ancienne Route Stratégique. Cet accès est limité aux opérations ponctuelles d'entretien et de surveillance du site.

Le site « Ouest » est accessible depuis la RD 84 par les voies de circulation interne maîtrisées par l'exploitant.

L'exploitant veille à ce que le débouché du site sur la voirie publique soit signalé et aménagé pour ne pas créer de risque pour la sécurité publique.

III.4.2 – En collaboration avec le gestionnaire de la voirie publique, l'exploitant participe à la mise en place d'une signalisation et tout autre aménagement matériel adaptés à la mise en sécurité de cette intersection.

A minima, des panneaux de signalisation de type A 14 avec mention « sortie de carrière » sont implantés de part et d'autre du débouché principal.

Il est rappelé que, conformément à l'article L.411-6 du Code de la route, le droit de placer en vue du public des indications ou signaux concernant à un titre quelconque la circulation n'appartient qu'aux autorités chargées des services de la voirie.

III.4.3 – Le débouché principal reçoit un enrobé avant l'intersection avec la voirie publique.

### Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation

Dès que les aménagements mentionnés aux articles III-1 à III-4 ci-dessus ont été réalisés, l'exploitant adresse au préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R.512-44 du code de l'environnement.

Celle-ci est accompagnée du plan de bornage et du document attestant la constitution des garanties financières, dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés au chapitre V du présent arrêté, conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996 susvisé.

Un avis annonçant le dépôt de cette déclaration est publié aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un exemplaire de la déclaration de début d'exploitation est affiché en mairies de Le Pin et de Villeparisis pendant une durée minimale d'un mois.

## Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

Sans préjudice du respect des législations et réglementations applicables et des mesures de police prescrites, les travaux sont conduits conformément aux dispositions du décret n° 80.331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives.

Sans préjudice des dispositions de l'article III.8 relatives à l'exécution éventuelle de travaux de diagnostic et fouille archéologiques, les étapes essentielles des travaux d'exploitation sont menées suivant le phasage présenté dans le tableau suivant :

N°	Phases		Gypse	Découverte	Apports extérieurs
	Échéance prévue				
1	Mars 2010	1 400 000 T	900 000 m <sup>3</sup>	0	0
2	Mars 2015	4 100 000 T	3 200 000 m <sup>3</sup>	2 000 000 m <sup>3</sup>	2 000 000 m <sup>3</sup>
3	Mars 2020	2 000 000 T	1 400 000 m <sup>3</sup>	2 000 000 m <sup>3</sup>	2 000 000 m <sup>3</sup>
4	Mars 2025	0 T	0 m <sup>3</sup>	2 000 000 m <sup>3</sup>	2 000 000 m <sup>3</sup>
5	Mars 2030	0 T	0 m <sup>3</sup>	1 200 000 m <sup>3</sup>	1 200 000 m <sup>3</sup>
6	Mars 2035	0 T	0 m <sup>3</sup>	100 000 m <sup>3</sup>	100 000 m <sup>3</sup>
TOTAL			7 500 000 T	5 500 000 m <sup>3</sup>	7 300 000 m <sup>3</sup>

Ce phasage est établi sur la base de la production moyenne prévue et des épaisseurs de gisement relevées sur les sondages de reconnaissance.

Les plans des phases d'exploitation (échelle 1 / 5 600°) et de remise en état (échelle 1 / 4 000°) sont annexés au présent arrêté.

## A - Déboisement et défrichement

### Article III-6 : Déboisement et défrichement

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichement sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Les déboisement et défrichement sont effectués en dehors des périodes de nidification et hors période d'hibernation des amphibiens.

Les arbres sont abattus en veillant au respect de la ligne Très Haute Tension (T.H.T.). En particulier, lors de la chute, une distance minimale de 5 mètres est respectée entre les arbres et les pylônes. La chute se fait dans l'axe longitudinal de la ligne ou à l'opposé de celle-ci.

Les sols forestiers sont préservés pour la remise en état des futures zones boisées.

## B - Décapage des terrains

### Article III-7 : Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation selon le phasage présenté ci-dessus.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Les horizons superficiels ne sont pas enfouis sous les stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à 2 mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. Ces stocks peuvent être utilisés en tant que merlons acoustiques ou dans le cadre de l'insertion paysagère prévue à l'article IV-2.

Les sols forestiers sont conservés après séparation des stériles, sous forme de merlons limités à une hauteur de 2 mètres. Ils sont remis en place au niveau des zones de restauration des boisements sur une épaisseur de 1,5 m.

En aucun cas, ces terres végétales ne sont évacuées du site.

#### **Article III-8 : Patrimoine archéologique**

Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

Les emprises autorisées à l'extension sont soumises à la redevance d'archéologie préventive.

La réalisation des travaux liés à la présente autorisation, dont particulièrement le décapage de toute terre végétale, est subordonnée à la réalisation d'un diagnostic archéologique, dont les prescriptions sont édictées par le préfet de région dans les formes et délais prévus par les dispositions réglementaires relatives aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

En fonction des résultats du diagnostic, une fouille préventive peut être prescrite. Dans ce cas, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné est subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.

Conformément au code du patrimoine (articles L.531-14 à L.531-16) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque ordre que ce soit (vestige, structure, objet, monnaie,...) est signalée immédiatement auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

## **C - Extraction**

### **Article III-9 : Epaisseur d'extraction**

L'épaisseur d'extraction maximale d'extraction est de 65 m.

Elle est décomposée comme suit :

- Découverte constituée de :
  - 0,3 à 0,4 m de terre végétale,
  - 1 m environ de limons des plateaux,
  - Formation de Brie (Sannoisien), comprenant des marnes, argiles, calcaires marneux et meulrières,
  - Argiles vertes (Stampien inférieur) d'une épaisseur moyenne de 6 à 7 m, alternance de marnes blanches, ocre et vertes,
  - Marnes blanches de Pantin (Ludien supérieur), d'une épaisseur de 6 à 9 m, marnes et et marno calcaires,
  - Marnes bleues d'Argenteuil (Ludien supérieur), d'une épaisseur de 10 m environ,
- Gisement (Ludien moyen et inférieur) :
  - 1° masse d'une épaisseur d'environ 19 m,
  - marnes intercalaires de 4 à 5 m d'épaisseur,
  - 2° masse d'une épaisseur de 6 à 7 m,
  - marnes intercalaires « à Lucines » de 2 à 3 m d'épaisseur,
  - 3° masse d'environ 3 m d'épaisseur.

Les cotes minimales d'extraction restent supérieures à celles du plancher de la 3<sup>ème</sup> masse de gypse et sont calées à 70 m NGF.

### **Article III-10 : Front d'exploitation**

L'exploitant adapte les fronts d'exploitation à la tenue des matériaux, en retenant un coefficient de sécurité minimal de 1,3.

Pour les secteurs en extraction, le profil du front est de la forme :

- Pente maximale 2H/1V, soit 50% (27°) pour la partie supérieure (terres végétales à formation de Brie),
- Pente maximale 3H/1V, soit 33% (18°) pour les argiles vertes,
- Pente maximale 1H/1V, soit 100% (45°) pour les marnes blanches de Pantin,
- Pente maximale 1H/1V, soit 100% (45°) pour les marnes bleues d'Argenteuil,
- Front vertical pour le gisement, sans que le front ne dépasse une hauteur de 15 m, sauf autorisation préfectorale expresse accordée par application de la réglementation relative à l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les industries extractives.

Pour les secteurs en remblayage, le profil du front est de la forme :

- Pente 3H/2V, soit 66% (34°).
- En outre une plate forme intermédiaire (risberme) d'une largeur minimale de 7,5 m destinée à augmenter la stabilité du talus est disposée tous les 20 mètres d'altitude.

**Article III-11 :** Extraction en nappe alluviale

Sans objet

**Article III-12 :** Exploitation dans la nappe phréatique

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation du gisement et la remise en état des terrains est interdit.

**Article III-13 :** Abattage à l'explosif

La poursuite de l'exploitation de la carrière ainsi que son extension sont effectuées sans utilisation d'explosifs.

## D - Remise en état

**Article III-14 :** Elimination des produits polluants

Les déchets et produits polluants résultants du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.

**Article III-15 :** Remise en état du site

**III-15-1** - L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité extractive en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Les opérations d'exploitation et de remise en état sont réalisées conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté.

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation. La phase N+2 ne peut être engagée que lorsque les travaux de remise en état de la phase N ont été achevés.

**III-15-2** - La remise en état consiste en la restitution

- d'espaces boisés de type chênaie-frênaie sur une superficie d'environ 16 ha sur le secteur Ouest A104 et 38 ha sur le secteur Est A104,
- d'espaces prairiaux et de clairières sur une superficie d'environ 9 ha (couloir des lignes électriques, accès du tunnel de passage du convoyeur à bande),
- de mares sur une superficie d'environ 0,8 ha,
- de chemins avec notamment un rattachement au GR 14.

La remise en état du site comprend notamment :

- **De manière générale :**
  - le décapage sélectif et la conservation des terres végétales et stériles de découverte,

- le remblayage total des excavations dépendant de l'exploitant aux moyens de matériaux inertes issus du site et apport de matériaux extérieurs suivant les modalités de l'article III-16 ci-après. A cette occasion, sur les zones susceptibles de présenter un aléa, l'exploitant met en place une couverture imperméable sur le toit des masses de gypse, réalisée avec des marnes et argiles de découverte afin d'éloigner l'écoulement des eaux de ruissellement du front gypseux remblayé.
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures, infrastructures et stocks n'ayant pas d'utilité après la cessation d'activité de la carrière et des installations de traitement,
- en fin d'exploitation, la valorisation de tous les produits polluants et déchets ou leur élimination vers les installations dûment autorisées à cet effet,
- l'insertion satisfaisante dans le paysage de l'espace affecté par l'exploitation, compte tenu de la vocation ultérieure des terrains. Notamment l'exploitant procédera à la mise en place d'un boisement ou d'un dispositif équivalent destiné à masquer les convoyeurs. Pour la partie Ouest A104 ces boisements ou dispositifs sont réalisés avant juin 2010,
- le régéage final des terres végétales, en veillant particulièrement à la régularité des terrains pour éviter la création de « mouillères »,
- l'abandon dans les règles de l'art de tout forage ou piézomètre n'ayant plus d'utilité après la remise en état. Tout forage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques traversées et l'absence de transfert de pollution,
- en ce qui concerne le reboisement, sans préjudice des dispositions fixées par ailleurs par les autorisations de défrichement, en particulier sur les modalités et le choix des espèces :
  - réalisation d'un sous-solage profond avant plantation,
  - enherbement préalable,
  - plantation à raison d'une densité moyenne de 1 600 plants par hectare,
  - un taux de reprise des plants introduits de 80 % constaté après 3 années, les plants devant être régulièrement répartis et en bon état de végétation. En outre les protections anti-gibiers sont enlevées 8 à 10 ans après la plantation,
  - Le suivi et l'entretien des plantations pendant une période minimale de 4 ans après reboisement, comprise pendant la durée d'autorisation.

Par ailleurs, sans préjudice des caractéristiques de remise en état, en ce qui concerne les limites contiguës à l'exploitation du CET (Centre d'Enfouissement Technique), l'exploitant et la société exploitant le CET arrêtent en commun les niveaux et profils des sols remis en état de manière à faire coïncider les côtes de niveau après remise en état de chaque entité.

**III-15-3** - Au moins 5 mois avant l'échéance du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant :

- le plan topographique à jour du périmètre autorisé rattaché au nivellement général de la France (système NGF Normal),
- le plan de remise en état définitif,

• un mémoire sur l'état du site où sont notamment précisés les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation :

- les incidents intervenus au cours de l'exploitation,
  - les conséquences prévisibles de la fin d'activité sur le milieu,
  - l'évacuation et l'élimination des produits dangereux, polluants et déchets,
  - l'éventuelle dépollution des sols et eaux souterraines,
  - Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires,
  - Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,
  - les mesures compensatoires et de surveillances éventuellement nécessaires afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,
  - Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage,
- la liste à jour des propriétaires fonciers et leur adresse,
  - une analyse des eaux souterraines datant de moins de 6 mois.

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées. Le procès-verbal de récolement ne peut en aucune façon être assimilé à un quitus donné à l'exploitant. Le préfet demeure compétent pour imposer des prescriptions complémentaires s'il apparaît que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

**III-15-4** – En ce qui concerne l'abandon des forages et piézomètres concernés par le présent arrêté, et n'ayant plus d'utilité après la remise en état au vu du mémoire prévu à l'article III-15-3, l'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le completement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de completement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage. Ce rapport de travaux peut être distinct et postérieur au mémoire prévu à l'article III-15-3 sans toutefois intervenir moins de 3 mois avant l'échéance du présent arrêté.

#### **Article III-16 : Remblayage de la carrière**

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'apport de matériaux extérieurs est admis pour le remblayage de la fouille. Le volume total à apporter est d'environ 7 300 000 m<sup>3</sup>.

Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués. Le caractère inerte est apprécié notamment au regard de la définition figurant à l'article 266 sexies du Code des douanes. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc.

Compte tenu de la présence du massif de gypse, les rebuts de fabrication à base de plâtres sont autorisés à condition :

- qu'ils ne soient pas déversés en tas (éviter la constitution de futures poches de dissolution) mais soigneusement répartis, pour la constitution de pistes par exemple,
- qu'ils ne contiennent pas de papier, ni carton (plaques de plâtre interdites),
- qu'ils proviennent de l'usine de l'exploitant,
- que leur quantité reste marginale par rapport aux autres remblais.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondant à la provenance indiquée.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Ce document est tenu à disposition permanente de l'inspection des installations classées.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi,
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet,
- il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés,
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé,
- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature n'est pas conforme aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée au plus égale à 48 heures. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés. Ces différentes opérations sont notées dans le registre susvisé.

### **Section 3 : Sécurité du public**

#### **Article III-17 : Limitation d'accès**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. Une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, les pistes, des installations de traitement, des convoyeurs non capotés, les bassins de rétention et de décantation.



Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier (distance entre panneaux de l'ordre de 50 m), d'une part sur le chemin d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité du périmètre clôturé tout particulièrement le long des chemins et voies de circulation jouxtant le périmètre autorisé.

Le bon état des clôtures et pancartes fait l'objet d'un contrôle a minima semestriel.

#### Article III-18 : Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations ou des bassins sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation et de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

Par exception au premier alinéa du présent article, l'exploitant n'est pas tenu de respecter la distance limite prévue pour les cas suivants :

- au voisinage du périmètre de la zone de protection des 40 mètres de l'aqueduc de la Dhuis

Les excavations à leur niveau le plus bas sont arrêtées à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur (coefficient de sécurité minimal : 1,3).

L'exploitation, y compris les travaux de découverte, ne peut s'étendre au-delà des limites suivantes :

- 20 mètres des pieds de support de lignes très haute tension, sauf dispositions contraires apportées par la société gestionnaire des pylônes,
- 40 mètres de l'aqueduc de la Dhuis,
- 80 mètres des limites des parcelles bâties (habitations situées au lieu-dit « Bois Fleuri »).

Au moins 10 jours avant le début de travaux réalisés aux abords des réseaux et ouvrages de transport de gaz et d'électricité, de télécommunication, d'alimentation en eau potable, l'exploitant établit et adresse une déclaration préalable d'intention de commencement de travaux auprès du service gestionnaire concerné. L'exploitant prend en compte ses préconisations.

#### **Section 4 : Plans**

##### Article III-19 : Plans

Il est périodiquement établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportées :

- l'échelle et l'orientation,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,

- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (cote NGF),
- les pistes et voies de circulation,
- la position des éléments visés à l'article III-18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, dont la bande des 80 m précisée ci-avant.
- les bornes mentionnées à l'article III-2,
- les valeurs des éléments S1, S2 et S3 définis à l'article V-1.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...).

Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.

Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard au 1<sup>er</sup> février de l'année N+1.

#### **CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

##### Article IV-1 : Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

##### Article IV-2 : Intégration dans le paysage

I - L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissions de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Les surfaces en dérangement zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles réduites au minimum afin de limiter l'impact paysager, tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état, à l'exception du stock tampon prévu à l'article III-16.

II - Les mesures suivantes sont adoptées a minima pour réduire l'impact visuel :

- la remise en état est coordonnée,
- le choix des couleurs des installations et constructions est adapté,
- des plantations sont effectuées en début d'exploitation le long du CD 105,

- la hauteur des stocks provisoires de matériaux à proximité des installations de traitement est limitée à 10 m,
- les talus de découverte périphériques situés en limite de l'autorisation et visibles des habitations, voies de circulation ou chemin de randonnées sont ensemencés de graminées et légumineuses,
- en particulier deux merrons de protection visuelle, boisés d'une chénaie-frênaie sont implantés :
  - à la lisière nord-ouest dans la bande de protection de 80 m mentionnée à l'article III-18,
  - en bordure de la RD 105 à l'est du site.
- l'exploitant entretient régulièrement les haies, bosquets et surfaces ensemencées.

#### **Article IV-3 : Pollution des eaux**

##### **IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles**

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - L'entretien et le ravitaillement des engins de chantier et véhicules sont réalisés sur une aire étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'aire est équipée d'un système de déshuilage et décantation av un dispositif de fermeture en position normalement fermée, destiné à empêcher la fuite de toute pollution accidentelle vers le milieu naturel.

L'exploitant s'assure du fonctionnement correct de ce bac décanteur/déshuileur en procédant à un contrôle semestriel à sa sortie sur les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures, ainsi que du débit.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- - 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- - 50% de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

III - L'exploitant dispose de produits fixants ou absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont repérés, facilement accessibles et accompagnés de moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

IV - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

V - L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

VI - Aucun entretien ou lavage d'engins de chantier, ni même leur stationnement prolongé hors des horaires normaux d'activité ne sont autorisés sur les zones d'extraction. Le parcage des véhicules lents à chemilles reste possible sous réserve de la mise en place par l'exploitant d'une procédure définissant les conditions de mise en sécurité de l'engin et de récupération de toute égoutture.

#### **IV-3-2 - Utilisation des eaux**

##### **IV.3.2.1 - Prélèvement dans le milieu naturel**

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des agents chargés de la police des eaux.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

##### **IV.3.2.2 - Eaux de procédés des installations**

Sans objet.

##### **IV.3.2.3 - Eaux pluviales**

Un bassin recueille les eaux internes du site Ouest. Ces eaux peuvent être reprises pour alimenter les étangs de la commune de Villeparisis ou vers la lagune située entre la RN3 et la RD 84.

Les eaux de ruissellement internes au site Est sont recueillies en des points bas aménagés sur le fond de fouille. Une pompe de capacité 80 m<sup>3</sup>/h permet la reprise de ces eaux et leur évacuation par canalisation soit vers le bassin Ouest.

L'ensemble de ces eaux non susceptibles d'être polluées et stockées dans les divers bassins sont prioritairement utilisées pour l'entretien des espaces verts et l'arrosage des voiries en période sèche pour prévenir l'envol des poussières.

##### **IV.3.2.4 - Eaux domestiques**

Les locaux sociaux sont alimentés en eau à partir du réseau communal.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur sur les dispositifs d'assainissement autonome, dont notamment l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les principales techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif (ou tout autre texte qui viendrait s'y substituer).

#### IV.3.2.5 - Eaux rejetées (eaux pluviales et eaux de nettoyage)

I - Les eaux canalisées et surversées vers le milieu naturel respectent les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Caractéristiques
pH	5,5 < pH < 8,5
Température	< 30 °C
MES	< 35 mg/l
DCO	< 120 mg/l
Hydrocarbures dissous émulsionnés	< 10 mg/l
Conductivité	< 2 500 µS/cm

Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur. En ce qui concerne la recherche des hydrocarbures totaux, la méthode par chromatographie en phase gazeuse est privilégiée.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II - Les émissaires de rejet sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

III - les points de rejets sont situés :

Est A 104 : au Nord du périmètre vers le bassin de rétention de l'autoroute A104 via un exutoire situé sous la RD105,

Ouest A104 : à l'extrémité du périmètre vers le réseau eaux pluviales situé route de Courtry RD84,

A la demande du gestionnaire des étangs, l'exploitant peut être amené à rejeter dans les étangs situés à proximité du périmètre avant passage dans un décanteur déshuileur.

Les points de rejets font l'objet d'une autorisation de la part du gestionnaire de la voirie concernée.

L'exploitant fait procéder à un contrôle tous les 3 mois des rejets aqueux sur les paramètres portés dans le tableau ci-dessus. Les points de prélèvements sont portés sur le plan en annexe. Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées.

#### IV.3.2.6 - Eaux souterraines

I - Un réseau de surveillance des eaux souterraines (nappe des calcaires de Saint-Ouen et des sables de Beauchamp) comprenant au moins 6 piézomètres est implanté en périphérie de la carrière, selon un avis d'hydrogéologue. Ce réseau comprend a minima un forage en aval hydraulique et deux en amont.

Un même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés.

Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Tout forage dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit être déclaré auprès de la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement en application de l'article 131 du code minier.

Les forages de contrôle de la qualité de l'eau souterraine établis postérieurement à octobre 1999 sont conformes au fascicule de documentation FD X 31-614.

II - Pour les forages établis postérieurement au 12 septembre 2004 :

Le site d'implantation des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains est choisi en vue de maîtriser l'évacuation des eaux de ruissellement et éviter toute accumulation de celles-ci dans un périmètre de 35 mètres autour des têtes des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains.

Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation d'un sondage, forage ou puits doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage. Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte a minima la vérification du volume de ciment injecté. Lorsque la technologie de foration utilisée ne permet pas d'effectuer une cimentation par le bas, d'autres techniques peuvent être mises en œuvre sous réserve qu'elles assurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

Afin d'éviter tout mélange d'eau entre les différentes formations aquifères rencontrées, lorsqu'un forage, puits, sondage ou ouvrage souterrain traverse plusieurs formations aquifères superposées, sa réalisation doit être accompagnée d'un aveuglement successif de chaque formation aquifère non exploitée par cuvelage et cimentation.

Lors des travaux de sondage, forage et d'affouillement, le déclarant fait établir la coupe géologique de l'ouvrage.

Il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle a une surface d'au moins 3 m<sup>2</sup> et de 30 cm de hauteur au-dessus du niveau naturel. Si la tête de l'ouvrage débouche dans un local, la margelle n'est pas obligatoire. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le plafond du local est situé au moins à 50 cm au dessus du niveau de terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de compiage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel.

Les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du présent arrêté.

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :

- le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;

le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et leurs coordonnées géographiques (en Lambert II étendu), la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ;

pour chaque forage, puits, sondage, ouvrage souterrain ; la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrés et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cémentations, profondeurs atteintes, développement effectués...);

les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement et le compte rendu des travaux de comblement pour ceux qui sont abandonnés ;

III - Pour tous les forages, puits et ouvrages souterrains concernés par le présent arrêté, le soutènement, la stabilité et la sécurité de ceux-ci sont assurés au moyen de cuvelage, tubages, crépines, drains et autres équipements appropriés. Les matériaux tubulaires doivent être appropriés à l'ouvrage en terme d'épaisseur, de résistance à la pression et à la corrosion, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage.

La tête des forages ou puits est rendue étanche et protégée contre les heurts particulièrement de véhicules. Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié équivalent est installé sur la tête. Il doit permettre un parfait isolement des inondations ou pollutions par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'intervention, l'accès à l'intérieur des forages ou puits est interdit par un dispositif de sécurité.

L'ensemble des forages (puits, piézomètres) et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.

L'ensemble des forages est l'objet d'une surveillance périodique, au minimum tous les 10 ans afin de s'assurer de leur étanchéité et l'absence de communication entre les eaux prélevées et les eaux de surface. Cette inspection porte en particulier sur l'état des matériaux tubulaires. Le compte-rendu est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

IV - Une fois par an au moins, une analyse de l'eau est effectuée par un laboratoire agréé sur les paramètres suivants :

Paramètres	Valeur de référence
pH	6,5 < < 8,5
carbonates	
Chlorures	< 250 mg/l
Sulfates	< 250 mg/l
Nitrates	50 mg/l NO <sub>3</sub>
Nitrites	0,500 mg/l
Σ(Nitrates/50 + Nitrites/3)	< 1
MES totales	5 mg/l

Paramètres	Valeur de référence
Ammonium métaux	0,5 mg/l
Indice phénol organohalogénés	0,0025 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 µg/l
COT	10 mg/l
BTEX	
HAP*	0,1 µg/l
PCB**	0,5 µg/h
Conductivité	400 ≤ ≤ 2500 µS/cm à 20°C

\* = somme des concentrations en benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(ghi)peryène, indéno(1,2,3-cd)pyrène

\*\* = somme des concentrations des congénères 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

La piézométrie est relevée trimestriellement.

Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur. En ce qui concerne la recherche des hydrocarbures totaux, la méthode par chromatographie en phase gazeuse est privilégiée.

Les prélèvements sont effectués avec une pompe immergée. Un volume équivalent à 5 fois la partie du piézomètre immergée est pompée avant tout prélèvement d'échantillon.

#### IV.3.2.7 - Résultats des analyses

L'ensemble des analyses prévues pour assurer le contrôle de la qualité des eaux est consigné dans un registre.

Un bilan est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>o</sup> février de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie.

Ces analyses et bilan sont accompagnés de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

#### Article IV-4 : Pollution de l'air

IV-4-1 - L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

IV-4-2 - Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du transport des matériaux et du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Les stockages au sol de matériaux de granulométrie 0/D, quelque soit D, susceptibles d'émettre des poussières, sont stabilisés et être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire.

Les convoyeurs à bande sont capotés dans la mesure du possible.

L'exploitant procède en tant que de besoin à l'arrosage des pistes, tout particulièrement en période sèche.

IV-4-3 - Dans le cas où une émission est captée, celle-ci est canalisée et dépoussiérée. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm<sup>3</sup>. Les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température (273° Kelvin) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

La hauteur de la cheminée est déterminée suivant les dispositions des articles 52 à 57 de l'arrêté ministériel du 10 février 1998, sans pouvoir être inférieure à 10 m.

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquels les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus ne peuvent excéder une durée continue supérieure à quarante huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

Au delà d'une teneur en poussière des gaz émis supérieure à 500 mg/Nm<sup>3</sup>, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée d'une demi-heure.

Des contrôles pour déterminer les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses sont effectués tous les ans. Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé. Un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> février de l'année suivante.

IV-4-4 - La concentration en poussières de l'air ambiant à plus de 5 m de l'installation ne dépasse pas 50 mg/m<sup>3</sup>.

IV-4-5 - Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation sont réalisées et entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique.

IV-4-6 - Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère, des fumées épaisses, buées, suies, poussières ou gaz malodorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole. Il est tout particulièrement interdit de pratiquer du brûlage à l'air libre.

IV-4-7 - Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. 4 plaquettes de dépôt sont implantées autour du périmètre de l'autorisation défini à l'article I-3, en fonction des vents dominants, selon la répartition suivante, en conformité avec la norme NFX 43-007 ou toute autre norme qui viendrait à s'y substituer :

- 1 plaquette à l'entrée principale du site Est,
- 1 plaquette à l'extrémité de la rue des Clochettes,
- 1 plaquette à proximité des réservoirs d'eau potable,
- 1 plaquette à l'angle sud-est du site Est.

Un relevé de l'ensemble des plaquettes est effectué une fois par trimestre. Un bilan annuel, qui étudie, entre autres, l'évolution dans le temps du réseau et par plaquette, est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> février de l'année suivante.

En l'absence, à la date du présent arrêté, d'une réglementation concernant les poussières sédimentaires, les résultats obtenus sur les plaquettes sont comparés aux valeurs suivantes :

- Norme NF X 43-007 version décembre 1973  
zone faiblement polluée : valeur inférieure à 30 g/m<sup>2</sup>/mois  
zone fortement polluée : valeur supérieure à 30 g/m<sup>2</sup>/mois

#### - Norme allemande TA LUFT

limite dans l'air ambiant pour éviter une pollution importante : 350 mg/m<sup>2</sup>/jour.

#### Article IV-5 : Incendie et explosion

Les installations et les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les équipements de lutte contre l'incendie comprennent notamment des extincteurs en quantité et en quantité adaptées aux risques, répartis à l'intérieur des locaux et des engins, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes.

Dans les zones de danger définies par l'exploitant, il est interdit de fumer, apporter des feux nus ou manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos. Ces dispositions sont applicables à minima pour la zone de ravitaillement en hydrocarbures et pour le stockage de produits combustibles (huile,...). Ces interdictions sont affichées en caractères apparents et au moyen de pictogrammes.

Les installations électriques sont appropriées aux risques inhérents aux activités exercées. Elles sont réalisées, entretenues en bon état et contrôlées périodiquement.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux dispositions de :

- l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de présenter des risques d'explosions,
- le décret n° 91-986 du 23 septembre 1991 (titre EL du Règlement général des industries extractives),
- la norme NF C 15-100 relative aux installations électriques intérieures.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou transport de matières dangereuses à l'intérieur du site s'effectue sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

Pendant les horaires d'ouverture du site, un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence permet l'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre.

#### Article IV-6 : Déchets

L'exploitant organise la gestion des déchets de façon à :

- prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en adoptant des technologies propres,
- limiter les transports en volume et distance,
- trier, réemployer, recycler,
- choisir la filière d'élimination ayant le plus faible impact sur l'environnement à un coût économiquement acceptable,

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

La quantité de déchets stockés sur site ne doit pas dépasser un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. Les déchets stockés susceptibles de contenir des produits polluants doivent être déposés conformément au II de l'article IV-3 et préservés des eaux météoriques.

#### IV-6-1 - Modalités de traitement par catégorie de déchets

Les déchets d'emballage sont éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont éliminées conformément aux dispositions des articles R.543-3 à R.543-16 du code de l'environnement. Elles sont remises à un ramasseur agréé pour le département, en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées.

Les pneumatiques usagés sont éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-143 du code de l'environnement. Ils ne peuvent être remis qu'à des collecteurs agréés en application de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 relatif à la collecte des pneumatiques usagés.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, métaux, ...) non valorisables sur site et non souillés par des produits toxiques ou polluants ne peuvent être éliminés que dans des installations dûment autorisées ou déclarées en application du titre I° du livre V du code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier le caractère ultime de ces déchets, au sens de l'article L.541-1 du code de l'environnement.

#### IV-6-2 - Enregistrement et information de l'administration

L'exploitant consigne dans un registre tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées toutes les opérations effectuées relatives au traitement de ses déchets.

Ce registre mentionne :

- la désignation des déchets et leur code suivant la nomenclature des déchets,
- la date d'enlèvement et son transporteur,
- la quantité,
- le numéro du bordereau de suivi de déchet,
- le mode de traitement,
- le destinataire final,

- la date d'admission dans l'installation destinataire finale.

Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux sont conservés pendant au moins 5 ans.

Dans le cas où la quantité totale de déchets dangereux produits par an excède 10 tonnes, l'exploitant déclare la nature, les quantités et destinations des déchets dangereux produits, conformément aux dispositions de l'article R.541-44 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2005. Cette déclaration est effectuée par voie électronique, avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées.

#### Article IV-7 : Bruits et vibrations

Les installations et l'exploitation de la carrière sont conduites de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

#### IV-7-1 - Bruits

##### IV-7-1-1 - Valeurs limites

Les bruits émis par les activités sur le site ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (ZER), telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible
> 35 dB(A) mais ≤ 45dB(A)	de 7 h à 22 h du lundi au samedi sauf jour férié autres périodes 4 dB(A)
> 45 dB(A)	5 dB(A) 3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en absence de bruits générés par l'établissement).

Dans le cas où la différence Laeq - L50 est supérieure à 5 dB(A), on utilise comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles L50 calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles, sont les suivants :

Emplacement	Niveau maximum admissible en dB(A)	
	de 7 h à 22 h du lundi au samedi sauf jour férié	Autres périodes
121, chemin de Chelles - (Pt Br1)	50,5	44

Niveau maximum admissible en dB(A)	
Emplacement	de 7 h à 22 h du lundi au samedi sauf jour férié
22, rue du Poitou - (Pt Br2)	57,5
Ferme de Courgain - (Pt Br3)	58,5
19, allée des Clochettes (Est) - (Pt Br4)	55,5
14, allée des Clochettes (Ouest) - (Pt Br5)	55

Le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins respecte les valeurs ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30% de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau ci-dessus.

#### IV-7-1-2 - Engins, véhicules et autres sources de bruit

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par la section 1 du chapitre I du titre VII de la partie réglementaire du code de l'environnement.

Les engins dont la première mise sur le marché ou la première mise en service dans l'un des états membres de la communauté est postérieure au 3 mai 2002, doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Pour les signaux de recul d'engins, l'exploitant privilégie l'emploi d'avertisseurs à fréquence mélangée.

#### IV-7-1-3 - Surveillance

Un contrôle des niveaux sonores conforme à la méthode de mesure correspondante définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 est effectué aux frais de l'exploitant.

La fréquence du contrôle est la suivante :

- tous les 6 mois aux points Br1, Br4, Br5,
- tous les 3 ans aux points Br2 et Br3.

En outre, un contrôle des niveaux sonores est effectué aux points Br2 et Br3 dans les 6 mois suivant la déclaration de début d'exploitation relative au présent arrêté.

Dans le cas où l'exploitation fonctionne durant les heures de nuit pendant 5 nuits comptabilisées dans une année, un contrôle de niveaux sonores est réalisé de nuit sur Br1, Br4, Br5 suivant les modalités décrites plus haut. Les résultats de ce contrôle est communiqué à l'inspection des installations classées.

Un bilan est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> février de l'année suivante.

#### IV-7-2 - Vibrations

##### IV-7-2-1 Tirs de mines

La poursuite de l'exploitation de la carrière et son extension sont effectuées sans utilisation d'explosifs.

##### IV-7-2-2 Autres activités

En dehors de tirs de mines, les prescriptions de la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### Article IV-8 : Transport des matériaux et circulation

Les matériaux extraits de la carrière sont acheminés jusqu'au concasseur primaire par engins de chantiers et/ou camions qui empruntent exclusivement des voies internes, adaptées à cet usage tant en stabilité qu'en gabarit. Tout transit par les voies publiques est interdit.

Le transfert des matériaux depuis le concasseur est effectué par convoyeur à bande, exceptionnellement, notamment lors des périodes d'entretien de cet équipement, par camions empruntant exclusivement les voies internes de circulation.

Les matériaux de remblai sont acheminés par camions, l'accès depuis la voirie publique se fait normalement à partir de l'accès principal de la carrière débouchant sur la RD 105 au nord sur secteur Est.

De manière générale, les véhicules circulant sur le site d'extraction, sur la plate-forme de l'installation de traitement de matériaux ou transitant entre ceux-ci, ne doivent pas être à l'origine d'envois de poussières.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement, dont la vitesse maximale adaptée de façon à prévenir l'envoi de poussières. Ces règles sont portées à la connaissance des usagers internes par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...).

Lorsqu'ils sont amenés à rejoindre les voies de circulations publiques, les véhicules sortant du site ne doivent pas en outre être à l'origine de dépôts de boue ou poussières sur celles-ci. Le cas échéant, un dispositif de lavage des roues est mis en place en sortie de site.

A l'intérieur du périmètre autorisé, les voies de circulation et éventuelles aires de stationnement sont nettement délimitées et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces voies de circulation internes sont aménagées et entretenues, maintenues en état constant de propreté afin d'y éviter l'accumulation d'eau, de boue ou de poussières.

Toutes dispositions sont prises pour éviter que les véhicules ou engins ne puissent heurter ou endommager les équipements, les stockages ou leurs annexes, les structures ou infrastructures.

Les installations sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

## CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES

### Article V-1 : Montant des garanties financières

Des garanties financières sont mises en place permettant la remise en état maximale au sein de cette période. La formule utilisée est celle relative aux carrières en fosse ou à flanc de relief, en référence à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

Le montant de référence des garanties financières, exprimé en euro TTC ci-dessous, est calculé avec l'indice TP 01 de septembre 2007 = 585 et est établi comme suit :

Période	Échéance	S1max (ha)	S2max (ha)	S3max (ha)	Montant de référence (C <sub>n</sub> )
1	mars 2010	5,6322	7,9459	6,9368	451 348
2	mars 2015	5,6322	7,7620	8,9145	479 302
3	mars 2020	5,6322	3,9323	7,7838	346 926
4	mars 2025	5,6322	0,6946	5,4848	197 899
5	mars 2030	6,9907	0	4,6440	179 997
6	mars 2035	6,9907	0	2,80811	149 288

avec

S1 = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichage.

S2 = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés ci-dessus.

### Article V-2 : Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont renouvelées au moins six mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

### Article V-3 : Actualisation du montant des garanties financières

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article V-2 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier justificatif et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = C_r \times \frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_r} \times \frac{(1 + TVA_n)}{1 + TVA_r}$$

avec

C<sub>r</sub> : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus,

C<sub>n</sub> : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

Index<sub>n</sub> : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index<sub>r</sub> : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus = 585 en septembre 2007.

TVA<sub>n</sub> : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA<sub>r</sub> : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières soit 0,196.

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, sur le site internet de l'INSEE (<http://www.insee.fr>) ou du ministère chargé de l'équipement (<http://www.btp.equipement.gouv.fr>).

### Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

### Article V-5 : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514.1 du Code de l'environnement.

### Article V-6 : Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L.514.1 du Code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.



**Article V-7 :** Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières

L'exploitant fournit au 1<sup>er</sup> février de l'année N+1 les valeurs maximales de S1, S2 et S3 de l'année N.

## CHAPITRE VI : PREVENTION DES RISQUES

**Article VI-1 :** Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite de l'exploitation (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques),
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement,
- la maintenance et la sous-traitance,
- l'approvisionnement en matériel et en matière,
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Tous les équipements et installations nécessaires à la prévention, à la détection, à l'alerte des secours et à la lutte contre l'incendie ainsi que les installations électriques font l'objet de vérifications régulières et sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

**Article VI-2 :** Equipements importants pour la sécurité

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité sont établies par consignes écrites.

**Article VI-3 :** Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions découlant des textes applicables en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer à proximité des zones de stockage ou d'emploi de produits inflammables ou combustibles,
  - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
  - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ou d'engendrer des points chauds dans les zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie.
- Cette interdiction est en outre affichée,

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, obturation des écoulements...),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

**Article VI-4 :** Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation sont obligatoirement écrites et comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après les travaux d'entretien ou de modification, de façon à vérifier que les équipements restent conformes aux dispositions du présent arrêté. Les consignes sont portées à la connaissance du personnel.

**Article VI-5 :** Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation sécuritaire de l'ensemble de son personnel.

Ces formations comportent notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits employés,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulations d'application des consignes de sécurité ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à l'établissement.

L'exploitant veille à disposer en tout temps de personnel d'intervention. Ce personnel est régulièrement formé et entraîné à l'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ainsi qu'au maniement des moyens d'intervention.

## CHAPITRE VII : DOCUMENTS ET INFORMATIONS A TRANSMETTRE

Le présent chapitre récapitule les documents et informations que l'exploitant doit transmettre au préfet et / ou à l'inspection des installations classées et / ou au destinataire mentionné.

Articles	Documents / Informations	Échéance
III-5	Déclaration de début d'exploitation	Dès réalisation des aménagements préliminaires
III-5, V-2, V-3	Acte de cautionnement solidaire	Document initial : lors de la réalisation des aménagements préliminaires. Document renouvelé tous les 5 ans (sauf 1 <sup>ère</sup> phase) ou selon l'évolution de l'indice TP01
V-7	Suivi des garanties financières, valeurs S1, S2, S3	Transmission au plus tard le 1 <sup>er</sup> février de l'année suivante
III-19	Plans et suivi des travaux	Mise à jour annuelle au plus tard le 31 décembre Transmis au plus tard le 1 <sup>er</sup> février de l'année suivante

Articles	Documents / Informations	Echéance
I-3-1	Modification de numérotation cadastrale	le cas échéant, le 1 <sup>er</sup> février de l'année suivante
II-4	Notification d'arrêt définitif de la carrière	12 mois avant l'échéance de la présente autorisation
III-15-3	Dossier de cessation d'activité totale et mémoire de remise en état de la carrière	5 mois avant l'échéance de la présente autorisation
IV.3.2.5	Eaux superficielles	Transmission du bilan au plus tard le 1 <sup>er</sup> février de l'année suivante
IV.3.2.6	souterraines	Transmission immédiate des résultats en cas d'anomalie
IV-7-1-3	Bruit : niveau sonore et émergence	Contrôle semestriel pour la sortie de décanteur, annuel pour les autres rejets canalisés
IV-6-2	Déchets spéciaux	Contrôle annuel (sauf piézométrie : trimestriel)
IV-4-3	Surveillance des rejets atmosphériques canalisés.	Contrôle dans les 6 mois suivant la déclaration de début d'exploitation aux points Br2 et Br3 puis triennal. Contrôle semestriel pour les autres points.
III-8	Découverte fortuite archéologique	Transmission des résultats au plus tard le 1 <sup>er</sup> février de l'année suivante
II-5	Déclaration d'accident ou incident	Si production supérieure à 10 tonnes au cours de l'année précédente, bilan transmis au 1 <sup>er</sup> avril.
II-6	Changement d'exploitant	le cas échéant, transmission des résultats au plus tard le 1 <sup>er</sup> février de l'année suivante
IV.4.7	Retombées de poussières	Immédiatement auprès du SRA
		immédiat
		3 mois minimum avant le changement effectif
		Suivi trimestriel, bilan annuel transmis au plus tard le 1 <sup>er</sup> février de l'année suivante

Ces documents sont accompagnés, autant que nécessaire, de tout commentaire de la part de l'exploitant sur les éventuelles anomalies et dysfonctionnements intervenus, ainsi que sur leur traitement.

## CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES

**Article VIII-1 :** Annulation, déchéance

Le présent arrêté cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### Article VIII-2 : Sanctions

En cas d'observation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L.216-6, L.216-13, L.514-1, L.514-2, L.514-3, L.514-9, L.514-10, L.514-11, L.514-12, L.514-14, L.514-15, L.514-18, L.541-46, L.541-47 et R.514-4 du Code de l'environnement.

**Article VIII-3 :** Information des tiers et publicité de l'arrêté

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairies de LE PIN et VILLEPARISIS.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de LE PIN et VILLEPARISIS pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maître.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

**Article VIII-4 :** Remise en état des voiries

La contribution de l'exploitant à la remise en état de voiries départementales et communales est fixée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, notamment :

- l'article L.141-9 du code de la voirie routière en ce qui concerne les voies communales,
- l'article L.131-8 du code de la voirie routière en ce qui concerne les routes départementales,
- l'article L.161-8 du code rural en ce qui concerne les chemins ruraux.

**Article VIII-5 :** Autres réglementations

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations visées à l'article I-4. Ces ouvrages et édifices sont soumis aux dispositions du code de l'urbanisme.

La présente autorisation ne vaut pas autorisation de défrichement.

**Article VIII-6 :** Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Melun :

- 1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où l'edit arrêté a été notifié ;

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## SOMMAIRE

Article L-1 : Autorisation.....	4
Article L-2 : Rubriques de classement au titre des installations classées .....	4
Article L-3 : Caractéristiques de la carrière .....	6
Article L-4 : Caractéristiques des installations de traitement .....	11
Article L-5 : Horaires d'activités .....	12
Article L-6 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration.....	12
CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	12
Article II-1 : Conformité au dossier .....	12
Article II-2 : Modifications.....	12
Article II-3 : Contrôles et analyses.....	13
Article II-4 : Fin d'exploitation et cessation d'activité .....	13
Article II-5 : Accidents et incidents.....	14
Article II-6 : Changement d'exploitant .....	14
CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES .....	14
Article III-1 : Information du public.....	14
Article III-2 : Bornage .....	14
Article III-3 : Eaux de ruissellement.....	15
Article III-4 : Accès à la voirie .....	15
Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation .....	15
Article III-6 : Déboisement et défrichement.....	16
Article III-7 : Technique de décapage.....	16
Article III-8 : Patrimoine archéologique .....	17
Article III-9 : Epaisseur d'extraction .....	18
Article III-10 : Front d'exploitation .....	18
Article III-11 : Extraction en nappe alluviale .....	19
Article III-12 : Exploitation dans la nappe phréatique.....	19
Article III-13 : Abattage à l'explosif .....	19
Article III-14 : Élimination des produits polluants .....	19
Article III-15 : Remise en état du site .....	19
Article III-16 : Remblayage de la carrière .....	21
Article III-17 : Limitation d'accès.....	22
Article III-18 : Distances limites et zones de protection.....	23
Article III-19 : Plans.....	23
CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS .....	24
Article IV-1 : Dispositions générales.....	24
Article IV-2 : Intégration dans le paysage.....	24
Article IV-3 : Pollution des eaux.....	25
Article IV-4 : Pollution de l'air .....	30
Article IV-5 : Incendie et explosion .....	32
Article IV-6 : Déchets.....	33
Article IV-7 : Bruits et vibrations .....	34
Article IV-8 : Transport des matériaux et circulation .....	36
CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES .....	37
Article V-1 : Montant des garanties financières.....	37
Article V-2 : Renouvellement des garanties financières .....	37
Article V-3 : Actualisation du montant des garanties financières.....	37
Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières.....	38
Article V-5 : Absence de garanties financières .....	38
Article V-6 : Appel aux garanties financières .....	38

**Article V-7** : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières..... 39

**CHAPITRE VI : PREVENTION DES RISQUES**.....39

**Article VI-1** : Règles d'exploitation..... 39

**Article VI-2** : Equipements importants pour la sécurité..... 39

**Article VI-3** : Consignes de sécurité..... 39

**Article VI-4** : Consignes d'exploitation..... 40

**Article VI-5** : Formation du personnel..... 40

**CHAPITRE VII : DOCUMENTS ET INFORMATIONS A TRANSMETTRE**.....40

**CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES**.....41

**Article VIII-1** : Annulation, déchéance ..... 41

**Article VIII-2** : Sanctions ..... 42

**Article VIII-3** : Information des tiers et publicité de l'arrêté ..... 42

**Article VIII-4** : Remise en état des voiries ..... 42

**Article VIII-5** : Autres réglementations ..... 42

**Article VIII-6** : Délais et voies de recours ..... 42